Parti Socialiste
Congrès national de Metz
6, 7 et 8 avril 1979

Sommaire

Le président (Gaston Defferre) 1
Pierre Bérégovoy 1
André Labarrère 9
Daniel Percheron 13
Michel Rocard 14
Didier Motchane 24
Christian Pierret 30
Edith Lhuillier 32
François Mitterrand 33
Le président (Vote sur les motions) 47
Jean-Pierre Chevènement 47
Jean-Pierre Cot 48
Jean-Claude Colliard 49
Jean-Pierre Chevènement 53

Séance du dimanche 8 avril 1979 (matinée)

La séance est ouverte sous la présidence de Gaston Defferre.

Le président (Gaston Defferre)

Je donne la parole à Pierre Bérégovoy qui va rapporter au nom de la motion A.

Pierre Bérégovoy

Chers camarades, nous voici au terme du débat ouvert dans le Parti voici un an. Les responsables se sont exprimés, les militants ont fait leur choix.
Nous l'avons dit tout au long de ce débat, nous étions partisans, l'unité profonde du Parti n'est donc pas en cause...
(Protestations et applaudissements)
Serait-ce que l'unité du Parti est en cause ? Serait-ce que l'on préfère les clameurs aux explications politiques ?
(Protestations)
Serait-ce que l'on est venu avec l'idée de saboter la dernière séance du Congrès National du Parti ?
(Protestations)
J'ai pour ma part l'intention de parler calmement et sérieusement de choses sérieuses.

Fondation Jean Jaurès

camarades, nous l'avions dit, l'unité profonde du Parti n'étant pas en cause, nous étions partisans d'une synthèse sans exclusive et dans la clarté...
(Applaudissements et vives protestations)
Camarades, puis-je vous rappeler, hors de mon propos, mais pour notre mémoire collective, comme on dit, qu'au Comité directeur du 8 juillet François Mitterrand avait dit : il ne s'agit pas de maintenir la majorité telle qu'elle est, il ne s'agit pas de trancher, il s'agit de l'élargir. Les premières exclusives sont venues de qui vous savez...
(Protestations, applaudissements)
Dans la clarté, camarades, ce Congrès, la Commission des résolutions, les militants, la base que l'on invoque toujours... Pouvions-nous faire comme ci rien ne s'était passé depuis mars 1978 à l'extérieur du Parti, dans la vie politique nationale, et à l'intérieur de notre Parti ?
Il fallait donc que nous ayons ce débat, nous l'avons eu; il fallait que nous tranchions, nous allons le faire. La clarté, c'était cela, et c'était bien nécessaire.
Mais nous avons dit aussi, et François Mitterrand l'a dit dès l'ouverture de ce Congrès, que nous étions disponibles pour le dialogue, que nous étions prêts à entendre tous les arguments non pas dans le secret de la Commission des résolutions, mais d'abord devant le Congrès. Et puis-je vous rappeler, camarades, ce n'est pas si vieux, que la première réponse est venue immédiatement après François Mitterrand, et pour ce qui me concerne, je n'ai pas senti dans le discours de Michel Rocard la même volonté d'aboutir à la synthèse... (Vives protestations)
Que vous êtes passionnés !

Le président - Je demande à Bérégovoy de ne pas dialoguer avec la salle.

Pierre Bérégovoy - C'est plutôt la salle qui dialogue avec moi !

Le président - Je comprends l'énervement de la salle, après une longue attente dont la Commission des résolutions est responsable. Mais je demande à la salle de faire un dernier effort de patience et d'écouter les orateurs. Vous pouvez applaudir, mais je vous demande d'éviter les manifestations intempestives.
(Applaudissements)

Pierre Bérégovoy - Je disais donc que si je considérais que les points de vue exprimés par Michel Rocard étaient différents de ceux de François Mitterrand, cela ne voulait pas dire que je niais au discours de Michel Rocard la cohérence d'une ligne politique qui s'est affirmée au fil des mois.
Mais passons maintenant à la Commission des résolutions.
Nous l'avons abordée, aussi, avec l'esprit et la volonté d'aboutir. Nous savions bien qu'il y avait une explication franche, directe, qu'il fallait surmonter les ressentiments s'il y en avait, effacer les mauvais souvenirs, et ne retenir que le travail fait en commun depuis 1971 pour certains, depuis 1973 pour d'autres, ou depuis 1974.

Collection Fondation Jean Jaurès

C’est pourquoi nous avons accepté de rechercher des possibilités de synthèse.
Il y a eu une proposition faite par l’ensemble des motions de prendre le texte de la motion A comme base de discussion, et il y a eu une proposition de la motion B d’amender le texte de la motion A en ouvrant un débat avec des amendements sur cinq points, les points qui avaient été ceux de la discussion :

- le plan et le marché,
- l’union de la Gauche,
- la rigueur économique et la rigueur sociale,
- la construction européenne,
- l’organisation du Parti.

Nous avons été saisis d’un amendement. Nous avons souhaité que l’ensemble des amendements nous soit remis, et avant même, que nous ayons terminé l’examen des deux premiers amendements, nous avons eu l’ensemble des amendements. Cela vous explique le déroulement de la Commission des résolutions.
Premier amendement de la motion B, qui propose qu’une phrase de notre résolution soit modifiée.
Nous disions - je ne vous donne pas la page, mais vous connaissez les textes - : "ce ne sera donc pas le marché qui assurera la régulation globale de l’économie, après un développement sur les problèmes économiques".
La motion b nous propose l’effacement de ce membre de phrase. Et pourtant il était décisif ! Il faut enfin que l’on sache, et que le Parti sache, et que l’opinion sache si c’est le marché ou le plan qui assure la régulation globale de l’économie, c’est une question sérieuse... (Applaudissements) c’est une question avec laquelle nous n’avons pas le droit de biaiser.
Alors nous avons dit que cette phrase était à nos yeux très importante, mais qu’on garderait l’amendement, sous réserve de quelques modifications, notamment sur le point de savoir si le plan étant régulateur global, le marché devait ajuster, compte tenu qu’il existera encore un large secteur privé, et que même dans une économie publique de concurrence, le marché a un rôle à jouer. Nous avons dit qu’il fallait que ce soit précisé.
La motion C nous a présenté un long développement où les notions n’étaient pas semblables, et où notamment on ne tranchait pas la question essentielle.
Enfin nous avons fait remarquer à nos camarades de la motion B - camarades, j’attire votre attention sur ce point -que nous proposant d’amputer notre texte d’une phrase que nous jugions essentielle, ils amputaient leur propre texte d’une phrase elle aussi essentielle, "les Socialistes affirment la prééminence du plan sur le marché", ce que ne disait pas la motion C.
Je ne sais pas comment les choses auraient pu se terminer, mais je reconnais qu’entre la motion A et la motion B, une fois notre phrase rétablie, conformément d’ailleurs à ce qui était dans le texte de la motion B, une possibilité d’accord existait sur ce point, limité en l’occurrence à la motion A et à la Miton B, la motion E ayant fait valoir des arguments qui allaient dans le sens du texte commun dont je viens de vous parler.
Ensuite nous sommes passés à l’union de la Gauche, et là nous avons eu la

Fondation Jean-Jaurès

proposition d'amputer notre texte et d'y ajouter l'essentiel du texte contenu dans la motion B.
Camarades, quand il y a volonté de synthèse à partir d'un texte qui a fait la majorité relative, on nous l'a rappelé, mais qui quand même servait de base à la discussion, on peut faire des propositions, dans l'esprit d'ailleurs de ce que je viens de dire à propos du marché, on peut ajouter une phrase pour corriger un aspect, essayer de voir si un accord est possible, mais on ne peut pas vouloir la synthèse et opposer à un texte le contraire de ce texte.
C'est la situation dans laquelle nous avons été au cours de cette nuit.
(Applaudissements)
Je vais m'expliquer. Parlons d'abord de ce que l'on nous demandait de retrancher. Là, il y avait une demande de retrait de la motion B et ensuite une demande de retrait de la motion C :
"Sans doute l'Union de la Gauche est-elle gravement atteinte par l'attitude destructive du Parti Communiste... de la Direction du Parti Communiste"...
Nous pensons que cette phrase, qui confirme ce que nous avons toujours dit et pensé, était nécessaire, il fallait la maintenir. La division de la Gauche, au mois de septembre 1977, n'est pas née du hasard mais de la volonté, non pas des militants du Parti Communiste français mais de la Direction du Parti Communiste français.
Mais la deuxième phrase que l'on nous demandait de retirer était la suivante :
"Mais la réalité profonde qu'elle exprime, l'union des forces populaires, traduction politique du front de classe des travailleurs en lutte contre l'exploitation qu'ils subissent, continue d'être puissamment ressentie par les masses".
Ainsi nous nous trouvions placés devant deux demandes de retrait :
- la première : que l'on fasse l'impasse sur la responsabilité historique, des dirigeants Communistes,
- La deuxième, que l'on néglige l'aspiration unitaire si vivace, si profonde, manifestée aux élections partielles de l'automne dernier et aux élections cantonales que nous venons de vivre; nous savons que c'est une réalité et c'est elle qui fortifie nos espérances.
L'amputation de notre texte traduit un scepticisme, un pessimisme, quant à la capacité du Parti d'être le moteur de l'Union des forces populaires.
Quant au texte qui nous était proposé - c'était le texte de la motion B - je ne vais pas le lire intégralement, mais quelques phrases méritent tout de même de retenir notre attention.
La première, parce qu'elle n'était pas conforme au souci et à l'esprit de synthèse : "Toutefois, l'affirmation de l'union ne peut pas être une incantation permanente".
La deuxième phrase que je voudrais citer est celle-ci : "I1 ne saurait être question de céder à la tentation de reprendre à notre compte les surenchères du Parti Communiste." Qui vise-t-on ? Notre Parti ? Nos propositions sur les 35 heures ? Sur la sidérurgie ? (Protestations) je ne veux pas le croire !... (Applaudissements)... je ne veux pas le croire !... (Protestations)... Je ne veux

pas le croire ! Les travailleurs savent bien qu'il ne s'agit pas aujourd'hui de refaire le programme commun de gouvernement de la Gauche, ni de faire un super-programme commun de gouvernement.
Nous avons vu dans ce texte la condamnation, a posteriori, de la ligne qui a été la nôtre et de l'analyse que nous avons faite à l'époque des résultats de mars 1978.
Le programme commun n'est pas responsable de l'échec et nous restons fidèles à une conception stratégique qui a fondé l'union de la Gauche sur un programme, c'est-à-dire sur l'engagement de répondre à l'attente du pays et de gouverner ensemble.
Ensuite, il y a dans le texte qui nous a été proposé quelque chose qui vise à substituer à l'union de la Gauche ce que nous avons appelé une "nébuleuse", rassemblant Parti, syndicats et associations, en vue de rechercher des convergences profondes.
Le mot "programme" n'y est pas, mais nous considérons que la démarche qui nous est proposée ou bien se veut un raccourci par rapport aux difficultés que nous connaissons actuellement ou bien veut faire jouer aux associations et aux syndicats un rôle qui n'est pas le leur.
(applaudissements et protestations)
Nous voulons, camarades, instituer entre les syndicats et les associations un dialogue permanent, et ce dialogue existe.
Vous voulez qu'il se développe ? Il faut le développer.
Nous voulons que des militants Socialistes animent en plus grand nombre la vie associative ? Il faut le faire.
Nous voulons que les militants Socialistes participent plus activement à la vie de leurs organisations syndicales ? Il faut le faire.
Mais, nous ne pouvons pas, et nous ne devons pas, mettre en cause, sous quelque forme que ce soit, l'indépendance politique des associations et des syndicats, (applaudissements)
Si on veut leur faire jouer un rôle qui n'est pas le leur, à ce moment-là il n'y a que deux possibilités :
La première, c'est celle de courroie de transmission du parti politique... (quelques protestations)... à l'intérieur de la vie associative ou de la vie syndicale.
La deuxième, c'est d'imaginer un travaillisme qui ne correspond ni à l'histoire ni à la tradition française, et qui pourrait conduire à isoler le Parti de l'ensemble des forces syndicales qui ne partagent pas cette analyse, (vifs applaudissements)
Je ne suis pas convaincu que l'ensemble des militants de la CFDT approuverait une telle orientation, mais je sais - et le réalisme commande de le dire - que la CGT, Force Ouvrière, ne partagent pas ce point de vue et que l'on ne peut pas concevoir de réaliser la plus large union des forces populaires en tenant à l'écart deux grandes organisations syndicales. J'ajoute qu'en ce qui concerne la FEN, une telle conception, compte tenu de ses structures et de sa nature, la vouerait aux divisions et, par conséquent, à l'impuissance, (vifs applaudissements)
Je sais bien, mes camarades, que l'on nous a dit que la dynamique sociale, cela

Fondation Jean Jaurès

existait - et qui le nie ? - qu'il fallait faire un pont entre la vie sociale et la vie politique - qui le nie ? - qu'il fallait être davantage dans le tissu social, dans le tissu associatif - qui le nie ? - mais les textes sont les textes et, ce qui nous est proposé, c'est tout autre chose : soit un raccourci, je l'ai dit, soit une coalition qui pourrait s'opposer à une autre et, de cela, le Parti ne veut pas, vous le savez bien.
Nous en étions là de notre examen des textes, et je veux dire que ce qui nous avait frappé, c'est que la motion C n'avait pas avancé, sur ce terrain-là, beaucoup de propositions. Il semblait, je le dis en termes prudents, je ne veux choquer personne... (protestations)... qu'entre la motion B et la motion C - le procès-verbal de la Commission des résolutions le prouvera - il y avait un accord sur cette conception, au point que nous pouvions nous demander si nous n'en étions pas revenus au temps de la contribution, et non plus au temps de la préparation du Congrès ! (quelques applaudissements)
Mais, ce qui a été le plus sensible, me semble-t-il, c'est qu'à travers ce débat, comme à travers le débat du Congrès, petit à petit deux lignes se sont affirmées :
- une ligne, la ligne d'Epinay, prolongée, qui vise à tenir bon sur les points essentiels de nos engagements pris devant le pays pour aller de l'avant, une ligne d'Epinay qui a une large approbation dans le Parti, approbation qui dépasse largement - largement - les 40 et quelques% de la motion A ;
- et puis, une autre ligne, qui, sans abandonner les mots, mais en modifiant le contenu de l'union de la Gauche, risque de nous entraîner dans une impuissance ou dans un cul-de-sac qui contrarierait le développement du Parti ! (applaudissements)
Camarades, nous en étions là lorsque nous avons été saisis, à la Commission des résolutions, d'un amendement, amendement n° 5 proposé par la motion C. Il portait le nom de Viveret, mais il nous a été précisé qu'il s'agissait d'un texte collectif, exprimant le point de vue de la motion C.
Je vais vous en lire quelques phrases...

Dans la salle - Tout ! Tout !

Pierre Bérégovoy - Tout ?... Je veux bien.
"L'arme des Socialistes est leur unité. Le pas décisif a été accompli en 1971 à Epinay. L'évolution s'est achevée en 1974, à l'occasion des Assises du Socialisme.
"I1 était inévitable qu'une organisation qui avait commencé par être un rassemblement et qui s'était donnée la représentation proportionnelle pour règle repose sur l'existence et la concurrence de courants exprimant eux-mêmes d'anciennes solidarités. C'est ce qui explique l'importance du rôle joué par le Premier secrétaire et l'exceptionnelle autorité dont il a disposé au cours de ces dernières années.
"Nous sommes cependant parvenus à un stade de notre développement où il est nécessaire de réduire le rôle des courants ou de leurs états-majors et d'instaurer à tous les niveaux de direction de véritables pratiques de collégialité."(vifs

applaudissements)
Camarades, ce n'est pas dans le texte, mais j'ajoute une phrase : cette approbation est positive !

Dans la salle - Ah !

Pierre Bérégovoy - "L'esprit de fraction - est-il ajouté - se nourrit des abus d'autorité. Il faut mettre fin à ces deux manquements à la démocratie."
Je continue : "Le Parti Socialiste n'a aucun dogme. Il ne connaît pas de grand prêtre (vifs applaudissements)... Il doit être avant tout un parti tolérant, refusant toutes les chasses que l'on voudrait donner aux chrétiens, aux laïques ou aux marxistes et assurant à tous ses membres une réelle liberté d'expression.
"Le Parti Socialiste ne saurait être le parti du secret. Ses débats intéressent tous ceux qui, dans le Parti, lui accordent leur confiance.
"Cependant, les membres de sa direction ne peuvent, en s'adressant à l'opinion, tenir des propos contraires aux positions adoptées par nos Congrès ou nos Comités Directeurs. (applaudissements)
"Cette règle élémentaire de discipline étant observée, aucun courant n'a le droit de se réserver, par porte-parole interposé, le monopole de l'expression extérieure du Parti." (applaudissements)
Camarades, ce texte est extraordinaire ! Tous avez applaudi les bons passages, que nous pouvons tous applaudis ensemble ! Ce texte est issu de phrases de François Mitterrand ou tirées de sa motion, mises bout à bout, mais complétées sur un ou deux points qui visent à dénoncer... (protestations)... le porte-parole qui a le monopole de l'expression extérieure du Parti, l'abus d'autorité, que l'on range au même rang que l'esprit de fraction !
Il s'agit là d'un texte qui a éclairé singulièrement le débat que nous avons eu à la Commission des résolutions.
Enfin, les choses sur ce plan-là - ce n'est pas vrai partout -étaient claires : abus d'autorité dans le Parti, monopole de l'expression publique par le Premier secrétaire !
Qui peut le croire ?
Mais si cela est vrai, camarades, si le Parti a vécu depuis des années sous des actes d'autorité, voire d'autoritarisme, s'il a pratiqué la politique du secret, qu'ont dit ceux qui étaient associés à la direction du Parti pendant toute cette période ?
(très vifs applaudissements)
Camarades, nous avons ressenti avec peine ce texte, II nous a été indiqué qu'il serait enlevé, je pense qu'il aurait mieux valu pour tout le monde, pour tous ceux qui ont travaillé ensemble et qui peuvent se trouver séparés tout en restant des camarades de combats, qui peuvent se retrouver demain et le plus tôt possible, il aurait mieux valu qu'un tel texte dont on avait vu les prémices ailleurs ne soit pas diffusé au Parti et à la Commission des résolutions.
(très vifs applaudissements)
Camarades, je présente cette motion au nom de la motion A, aucune synthèse

Fondation Jean Jaurès

n’est intervenue sauf que Gaston Defferre, parlant au nom de la motion B. nous indiquait -je laisse le soin à ses porte parole de le dire - qu’une fraction importante des mandats recueillis par la motion D viendrait à l’appui des thèses de la motion A. une autre fraction à l’appui de la motion B.
Mais il y a eu aussi une discussion avec nos camarades du courant E, nos camarades ont proposé la synthèse, considérant que sur la ligne politique de l’union de la Gauche et sur les questions débattues, plan et marché, rigueur économique et rigueur sociale, il y avait une large base d’accord. Tel est aussi notre sentiment... (applaudissements)
Le temps nous a manqué... (Protestations) pour approfondir la discussion avec nos camarades... (Protestations diverses) du courant E. sur les problèmes européens. Je dois dire qu’ils ont exprimé le point de vue suivant lequel les positions du Parti les plus récentes ont été approuvées à l’unanimité pour la plupart et que, par conséquent, une base d’accord existe. Eh bien, sous le bénéfice de l’analyse et de la confrontation politiques, l’accord est possible dans les semaines et dans les mois qui viennent... (Vives protestations et applaudissements) camarades, l’accord est possible avec d’autres.
Ce Congrès marque la conclusion du débat politique que nous avons ouvert, mais il fallait que ce débat ait lieu pour qu’enfin on sache où étaient les désaccords politiques sur la crise du capitalisme, dont on n’a pas parlé vendredi dans le discours pourtant fort intéressant de Michel Rocard, sur le plan et sur le marché, sur l’union de la Gauche et sur son contenu. Il faut que le débat se poursuive et nous sommes prêts à l’avoir avec tous ceux qui voudront bien le mener sans arrière pensée.
Camarades, on nous a dit hier soir : Tout pouvoir est remis à la Commission des résolutions. Vous vous passionnez sur ses conclusions, nous avions le devoir d’éclairer, de rechercher, mais nous n’avions pas, compte tenu des deux jours de débat du Congrès, et compte tenu de tout ce qui avait procédé, nous n’avions pas le pouvoir de trancher, ce pouvoir il vous appartient à vous, les délégués des fédérations. (vifs applaudissements et protestation)
Camarades, la logique des faits, la logique des positions qui ont été prises, la logique des propositions faites depuis un an à l’intérieur et à l’extérieur du Parti ont fait qu’il était difficile d’aboutir.
Ce n’est pas la première fois qu’il y a minorité et majorité dans le Parti. Le fait nouveau, c’est qu’il y a plusieurs textes qui vous sont proposés. II fallait donc que les choses soient claires (protestations) et la clarification, je le crois profondément, passait par le débat que nous avons eu et par la conclusion que nous lui apportons.
Je souhaite, camarades, que nous soyons capables de nous comprendre, de ne pas nous exclamer, d’accepter le verdict d’une majorité, fut-elle mince. Je crois que c’est cela la démocratie. Ne revivons pas les erreurs du passé. J’entendais en entrant dans cette salle certains camarades qui s’apprêtaient, non pas à repartir au dialogue, celui que nous proposons, mais à repartir au combat, comme- si rien ne s’était passé, comme si on ne pouvait jamais accepter le verdict de la majorité.

L'histoire de la Gauche a connu cela, l'histoire de la Gauche a connu cela dans notre pays, cela conduit à l'émiettement, cela conduit à l'impuissance, cela conduit à la fragilité.
Camarades, je vous mets en garde. Ne faisons pas ensemble du grand Parti Socialiste que nous avons forgé tous ensemble, ceux de 1971 comme ceux de 1974, et tous ceux qui nous ont rejoints entre temps, ne faisons pas de ce grand Parti Socialiste un gros PU qui finirait par devenir trois petits Partis Socialistes.
(protestations et applaudissements)
Camarades, il fallait que ces choses soient dites.
Maintenant qu'elles l'ont été, il nous reste à repartir vers l'avenir et vers le travail.
La leçon de ce Congrès, c'est qu'il existe une majorité sur la ligne de l'union de la Gauche et qu'il existe une majorité qui entend se rassembler autour de François Mitterrand.
(acclamations et protestations)

Le président - Pour la motion B. la parole est à André Labarrère ; pour la même motion ensuite à Daniel Percheron.
Camarades, je vous demande, pendant les exposés de nos orateurs, de rester aussi calmes que possible ; vous avez le droit d'applaudir, vous avez le droit de manifester votre sentiment, je vous demande d'éviter les excès qui donneraient à ces dernières heures du Congrès un spectacle qui ne serait pas digne de notre Parti.
La parole est à André Labarrère.

André Labarrère

Camarades, l'ambiance électrique et passionnée de ce Congrès ne doit pas faire illusion, il y a dans cette salle beaucoup plus de personnes qui sont dans la tristesse et qui regrettent ce qui est en train de se passer ! (Applaudissements)... C'est une situation difficile que nous vivons chacun, comme militant et je demande que chaque militant de toutes les motions ait le respect de l'autre. C'est capital pour notre Parti ! (applaudissements)
II me souvient que, nouveau militant, j'avais été assez surpris par ce que l'on appelait déjà la Commission des résolutions... Commission des résolutions, un genre à part pas toujours compris des militants et pourtant un centre statutaire de décision.
Je voudrais, mes camarades, au nom de la motion B, faire la lecture la plus simple possible de ce qui s'est passé cette nuit en Commission des résolutions, toute lecture passionnée comme en fait la vérité et nous venons d'en avoir un exemple. II s'agit pour nous de décrire simplement ce qui s'est passé.
Nous sommes arrivés, motion B, à la Commission des résolutions avec une détermination, qui ne nous a jamais quittée, de faire la synthèse, une synthèse comme le rappelait hier Pierre Mauroy, qui était exigé par la situation économique et sociale, et je crains, mes camarades, que nos querelles soient non

Fondation Jean-Jaurès

seulement mal comprises par l'opinion, mais qu'elles obscurcissent le véritable débat.
Notre volonté de synthèse, nous l'avions manifestée d'une façon très simple. Tout d'abord, et comme il est normal pou la motion qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages, partir de la motion A. ensuite nous avons demandé pour la procédure que l'on ne s'engage pas dans la lecture ligne par ligne, ce qui aurait fait capoter le débat dès le départ, et nous avons présenté cinq points qui ont été rappelés par Pierre Bérégovoy tout à l'heure.
Nous avons donc présenté nos amendements et nos amendements étaient tout simplement contenus dans nos interventions du Congrès et dans notre motion.
Nous avons donc entamé une procédure de conciliation avec la volonté profonde, sincère, en gardant la plus grande partie du texte de la notion A, d'arriver à un texte commun, un texte commun sur une synthèse politique et la Commission a accepté cette méthode.
Le débat s'est engagé sur h premier amendement : Plan et Marché.
Je ne voudrais pas relever tout ce qui a été dit et qui n'est pas vrai, mais je voudrais cependant relever quelques points.
La discussion sur Plan et Marché a été très intéressante et de nombreux camarades sont intervenus. Jacques Delors, au nom de la motion A, a accepté que l'on supprime le membre de phrase dont parlait tout à l'heure Bérégovoy. Bérégovoy n'a pas dit la vérité !
(Applaudissements)
En effet, comme l'a très bien noté Jacques Delors, la suite de notre amendement reprenait tout simplement non seulement la prééminence du Plan affirmée dans la motion A, mais également la nécessité de comprendre que le rôle du marché devait également intervenir.
Là, on a senti tout de suite le premier blocage.
On nous a dit : Il y a deux lignes politiques. Mes camarades, je voudrais simplement rappeler que certains de ceux qui, aujourd'hui, défendent la ligne d'Epinay, à Epinay ou n'y étaient pas ou étaient contre ! Il ne faut pas l'oublier (
Ce premier blocage nous avons senti que tout au long de la Commission des résolutions, il se répéterait. Et, au moment où l'accord, et Bérégovoy l'a justement dit, allait se faire, sur Plan et Marché, la motion A et la motion E ont demandé la réserve sur le vote, et ainsi la réserve sur le vote a été acceptée et nous sommes passés au deuxième point : l'Union de la Gauche.
C'est A partir de l'amendement de l'union de la Gauche que tout a dérapé.
Pourtant, nous avons présenté un amendement qui n'était pas une substitution, qui était simplement un complément, qui n'était pas en contradiction, qui était la recherche passionnée, vraie, pour sortir de l'impasse où, tout le monde le reconnaît, et c'est écrit dans la motion A, nous nous trouvons actuellement avec l'union de la Gauche.
On nous a dit tout à l'heure : Vous avez gommé la semaine de 35H. Quand et comment ? Quand avons nous dénoncé, à quel moment de notre amendement, l'inutilité de ce qui est une démarche historique et de ce qu'est, à l'honneur du Parti Socialiste, la démarche du Programme Commun. Quand ? Jamais, mes

Fondation Jean Jaurès

camarades !
Alors, on nous fait un procès, et tout à l'heure j'écoutais avec nostalgie, le texte qui était lu par Bérégovoy, reprenant les termes de la motion A. C'est vrai, camarades, que nous ne faisons pas la chasse aux laïques, nous ne faisons pas la chasse aux Chrétiens, nous ne faisons pas la chasse au marxisme, mais cette nuit, à la Commission des résolutions, on faisait la chasse aux sorcières, on cherchait... (Applaudissements et protestations)... On essayait de nous enfermer, de montrer du doigt les hérétiques, les schismatiques, les Relaps, et là Motchane a eu un mot extraordinaire, il a évoqué Saint Thomas d'Aquin. Cela aussi, il fallait le faire ! (Applaudissements et protestations)
Eh bien, nous disons que la discussion s'est égarée. Elle s'est égarée de toutes les façons. On a commencé par la nébuleuse, et nous voilà partis vers la cosmologie chère à certains, en disant que nous voulions noyer le combat vrai que l'on veut mener pour l'union de la Gauche, et il y a eu des moments, camarades, exceptionnels. Je voudrais vous en relater deux :
Un, dans l'immédiat. C'était exceptionnel d'entendre Pierre Bérégovoy, en sachant d'où il vient, en sachant la place qu'il a prise dans la vie associative, nier l'intérêt de la vie associative, l'intérêt des contacts avec les associations... (protestations)... quand on sait ce que doit notre Parti aux clubs et Associations, quand on sait tous ceux qui viennent des clubs et des Associations, on n'a pas le droit, comme l'a fait Bérégovoy, de déformer la vérité !
(Protestations et quelques applaudissements)
En effet, la pratique sociale, comme l'ont dit les camarades de la motion A hier, la pratique sociale, le dialogue constant, les contacts avec les associations, avec les parents d'élèves, nous le vivons quotidiennement. Alors, pourquoi ce procès ? Pourquoi ce procès en disant que nous étions contre l'indépendance syndicale ? L'indépendance syndicale, camarades, elle est écrite en toutes lettres dans l'amendement. Là aussi il y a un faux procès ! Nous croyez-vous naïfs ? On peut être sincère et ne pas être naïf ! Et la motion B, avait le désir, justement, d'aboutir.
Et puis, dans ce procès, est-il vraiment honnête de dire que quand la motion B déclare : "11 faut reconstruire l'union de la Gauche, qu'il faut lui donner un élan nouveau", nous dévions à droite ? Alors, on ne va plus s'y retrouver ! Déjà le Parti Communiste nous fait dévier à droite, si, à l'intérieur du Parti, nous dévions à droite, il est évident que nous, motion B, on va se retrouver à gauche... (Protestations et applaudissements) dont nous ne sommes jamais partis !
Mes camarades, quelle triste discussion et quels tristes arguments ont été développés par certains camarades de la motion A, et voici le second moment dont je parlais. J'avoue que j'ai trouvé ce moment assez extraordinaire et j'ai regretté que vous ne l'ayez pas vécu I
Entendre Arthur Notebart, parler de l'union de la Gauche, faut le faire ! Faut le faire ! (Applaudissements et protestations) Et quand on sait que la motion A a réussi cette synthèse exceptionnelle de faire tenir soi disant le même langage à Lionel Jospin et à Arthur Notebart, pourquoi n'ont-ils pas, avec cette capacité d'amalgame et de synthèse, accepté la synthèse générale qui était plus facile ?

(Applaudissements)
Et pourtant, camarades, malgré tous ces blocages, malgré toutes ces attaques, malgré des plaidoyers absolument extraordinaires, nous avons essayé de continuer à travailler, quand un camarade de la motion A, a dit très clairement que la synthèse n'était pas possible.
Et là, mes camarades, il faut savoir, même si cela vous fait mal, et j'insiste auprès des camarades de la motion A, que le refus de la synthèse est venu de certains camarades de la motion A ! Elle n'est pas venue de la motion B et vous le savez fort bien ! (Protestations)
J'avoue que dans la lutte politique que nous menons tous, il est en effet des attaques personnelles inadmissibles... (Protestations) qui, dans cette salle - et vous pouvez sourire, quand vous y passerez vous comprendrez - n'a pas eu des attaques injustes ?
Eh bien, hier, à la Commission des résolutions, contrairement à ce qui a été dit, il n'y a pas eu d'attaques personnelles, et s'il y avait eu des attaques personnelles, eh bien la motion B les aurait récusées car ce n'est pas là le sens du débat !
Alors, sommes-nous, camarades de la motion B, des pestiférés ? Il y a eu un refus voulu par la synthèse A, avec plusieurs procédés : blocage de la discussion à tous les niveaux ; diversions de toutes sortes ; dialogues de sourds ; procès. Donc, nous enregistrons ce refus de la synthèse. Et pourtant, devant la situation actuelle, il est plus que jamais nécessaire qu'il y ait l'unité du Parti Socialiste !
Mes camarades, contrairement à ce que commencent à faire croire les sondages, je voudrais vous dire ceci : ne croyez pas que nous allons nécessairement vers le triomphe aux élections européennes. Ne croyez pas que nous serons nécessairement premiers ou seconds ! Vous risquez d'avoir des réveils douloureux ! Et si nous voulons éviter que sur la construction européenne, nous ayons une catastrophe, il faut travailler et j'ai été ahuri, tout à l'heure, d'entendre qu'il y avait des possibilités de synthèse sur l'Europe, entre la motion A et la motion E. J'aimerais bien savoir lesquelles !
Nous devons travailler, nous qui sommes maintenant dans la minorité. Ce n'est pas nouveau. Personnellement, cela m'est déjà arrivé et cela arrivera à ceux qui sont actuellement dans la majorité, n'en doutez point.
Le Courant Mauroy n'a pas, c'est vrai, l'apanage du militantisme. Il y a des militants dans tous les courants, et je souhaite que tous ceux qui sont au Parti soient des militants. Mais il est indiscutable que c'est un courant où il y a beaucoup de travailleurs. C'est un courant qui représente la tradition du mouvement ouvrier français. Nous présentons donc au vote du Congrès, notre motion B et nous appelons à voter pour cette motion B.
Nous voulons dire également qu'il nous apparaît indispensable de désigner le plus rapidement possible, c'est à dire au printemps prochain, notre candidat à la Présidence de la République... (Protestations) Mais oui, camarades, il faut le dire, et je le souhaite, il ne faut pas perdre de temps à se battre entre camarades pour désigner un candidat, en oubliant notre seul adversaire : la Droite. Il faut donc que ce débat soit vidé tout de suite.

Nous avons, et ce sera notre conclusion, nous avons aujourd'hui une journée difficile. Ne croyez pas qu'il soit commode de parler devant vous aujourd'hui ! Mais je crains que la journée de demain soit encore plus dure ! Pensez, demain, à toutes les personnes que vous allez rencontrer, qui, sachant que vous avez été délégués au Congrès du Parti, vont vous demander comment cela s'est-il passé ? Pensez à la déception de beaucoup. C'est vrai et c'est dommage, la synthèse n'est pas possible. Mais, puisque la synthèse n'est pas possible, battons-nous encore davantage pour l'unité du Parti car si vous mettez autant de passion à convaincre dans vos villages et dans vos villes, sur vos lieux de travail, vos voisins, que vous en mettez ici pour vous exprimer dans cette salle, alors oui nous serons vraiment le premier Parti français !
Que cette passion, que ce courage que nous avons tous, nous le mettions au service du Parti.
Camarades, au-delà de la Commission des résolutions, au-delà des discussions qui vous sont rapportées, nous devons dire : oui au travail, oui au militantisme, oui à l'unité du Parti, oui avec ferveur, avec sincérité et avec passion, oui au Parti Socialiste !
(Très vifs applaudissements)

Le président - La parole est à Daniel Percheron, deuxième rapport pour la motion B.
Ensuite, Michel Rocard pour la motion C et Didier Motchane pour la motion E.

Daniel Percheron

Camarades, nous avons voulu la synthèse, de toutes nos forces, de toute notre énergie militante. Nous avons refusé les antagonismes tactiques ou artificiels, pour demander et appeler à l'effort de rassemblement tous, tous ceux et tous les militants qui le souhaitaient.
Nous avons proposé aux débats du Parti les idées fortes, nécessaires à son efficacité. Les questions que nous avons posées sur la pratique de l'Union, sur la rupture avec le capitalisme, sur l'Europe, sur l'organisation du Parti, ces questions ont été au centre du débat. Les militants ont montré ainsi qu'ils en reconnaissaient l'importance.
Cette synthèse, camarades, on nous l'a refusée. Elle s'imposait pour le Parti. Elle s'imposait davantage encore pour le pays menacé par le plan de faillite du gouvernement Barre, pour rendre espoir aux travailleurs frappés par la crise, le chômage, l'insécurité, la violence.
Nous souhaitions un parti en état de marche, dynamique, conquérant. Le Parti et le Congrès, hier, ont montré qu'ils partageaient largement ce souhait de synthèse. Car les militants savent bien, camarades, que ce qui nous unit est bien plus fort que ce qui nous divise. Car les militants savent bien qu'il n'y a pas deux lignes ni plusieurs lignes dans le Parti, et que rien, rien, ne peut justifier les risques pris et imposés par les représentants de la motion A en choisissant la rupture.

Fondation Jean Jaurès

Il a été clair, au cours de leurs interventions du Congrès et à la Commission des résolutions, que les porte-parole de la motion A ne souhaitaient pas, ne partageaient pas notre volonté de synthèse, en choisissant rompre le thème de l'Union de la Gauche ; ils ont, de fait, desservi l'Union et désarmé le Parti en rejetant comme hérétiques les seules propositions concrètes, les seules de relance de l'Union
Vendredi, François Mitterrand nous disait : "Seule la mémoire est révolutionnaire". Que restera-t-il demain, camarades, du Congrès de Metz, dans la mémoire collective du Parti ? Un Congrès de minorité, grande ou petite, un Congrès de débats, masqués par les enjeux de pouvoirs internes ? Non, camarades, il restera, et vous le savez depuis hier, il restera l'appel de Pierre Mauroy. Ecoutez-le encore.
(applaudissements)
La victoire est probable, nous devons la préparer, nous devons nous rassembler. C'est ce que nous vous demandons. Rassemblez-vous, camarades, pour les travailleurs qui attendent, rassemblez-vous pour tous ceux qui espèrent dans un grand Parti Socialiste. Rassemblez-vous pour que demain le Socialisme puisse triompher.
Camarades, le Congrès de Metz, on le lit dans la motion B aujourd'hui, renouvelle cet appel s rassemblez-vous, camarades ! (Applaudissements)

Le président - La parole est à Michel Rocard pour la motion C.
(applaudissements)

Michel Rocard

C'est avec une grande tristesse... (exclamations)... que j'entreprends devant vous ce rapport de la motion C sur les travaux de la Commission des résolutions.
Ce n'est donc pas la synthèse, ce n'est par l'accord politique, et le gouvernement du parti va probablement s'exercer sur une base minoritaire.
Déjà, la journée d'hier, nous avait inquiété. Vous avez tous, tous, Délégués au Congrès, noté la liste des orateurs qui posaient des problèmes, cherchaient des réponses qui puissent être communes, et la liste aussi de ceux qui, procureurs, à cette tribune, y ont instruit des procès personnels et fermés la porte à l'accord politique ; vous avez la liste.
La Commission des résolutions, fût plus clair aussi. Mon propos n'est pas ici, naturellement, d'en faire un compte-rendu analytique, mais seulement d'en résumer les traits essentiels.
On a voulu de nouveau nous faire croire hier soir que s'affronteraient dans ce parti deux lignes opposées. Il serait temps que cesse cet inacceptable procès d'intention... (applaudissements)...
Une seule ligne, en effet, définie, et fortement, à Epinay, complétée et enrichie depuis, anime ce Parti qui la suit et l'applique. Elle comporte l'Union de la Gauche, sa traduction à travers un programme commun de gouvernement, et la perspective d'une transformation sociale n'attendant pas tout de l'appareil de

Fondation Jean Jaurès

l'Etat, même renforcé, mais se faisant aussi dans la réalité sociale. (C'est à peu près le texte même d'Epinay), et notamment par la mise en cause du pouvoir dans l'entreprise. Ces périphrases furent l'année d'après, à Suresnes, remplacées par la perspective de l'autogestion. La ligne du Parti, c'est cela, que j sache, et je ne connais personne dans ce Congrès qui ne s'en recommande pas, personne ici n'a donc le droit de suspecter quiconque de ne vouloir point y être fidèle.
La ligne d'Epinay, c'est cela, ce n'est que cela, mais c'est déjà beaucoup. Elle commence bien avant 1972. En effet, elle nous a guidés ; depuis elle nous est commune.
Personne ici donc n'a le droit de mettre en cause cette communauté, elle n'a pas de propriétaire, sinon le Parti tout entier, (applaudissements)
Cette ligne, elle est aussi le seul espoir pour les travailleurs de France qui savent bien que le seul moyen de mettre un terme à ce million et demi de chômeurs, de mettre un terme à ce gouvernement d'impuissance, de mettre un terme à ces inégalités qui s'aggravent constamment, c'est le rassemblement, donc l'union, des forces de la Gauche.
Le procès d'intention entre nous à ce sujet est d'une extrême gravité. Il est purement et simplement celui de la trahison.
De cette ligne, personne non plus n'a le monopole. Et j'ai préféré sourire, hier soir, en entendant dans certaines bouches des leçons à son sujet. Seulement, voilà, Epinay, mes camarades, vous le savez tous aussi, car nous sommes unanimes sur beaucoup de choses, c'est bien simple, nous sommes Socialistes, Epinay, simplement, n'avait pas tout prévu. Epinay n'avait pas prévu la volonté de rupture du parti Communiste français. Et puis Epinay non plus - et personne ne saurait en vouloir ni à ce Congrès -ci, ni à cette ligne, ni à un texte de l'époque - n'avait prévu la crise, le chômage gigantesque, le désordre monétaire mondial, les fantastiques conséquences sociales de la révolution technologique, et aujourd'hui, dans le monde entier, la montée des périls internationaux.
Il nous a fallu, mes camarades, devant tout cela, appliquer Epinay. Nous avons dû appliquer notre ligne commune à des circonstances nouvelles, à des problèmes, à des situations difficiles.
Et en effet, sons apparues parmi nous, deux logiques différentes d'application de cette même ligne stratégique et programmatique, c'est vrai :
L'une est très centrée sur la capacité exclusive de l'appareil d'Etat et des solutions administratives à relever tous les défis et à régler tous les problèmes. Et cela se comprend, c'est une des grandes dimensions de la tradition Socialiste. Mais elle entraîne des conséquences :
La première est une méfiance extrême devant la dimension européenne du champ des luttes, et par conséquent une tentation de repli ;
La seconde est, que sa logique porte vers un parallélisme de solutions, à proposer avec celles du Parti Communiste.
Cela peut être dès lors perçu, je tente d'expliquer, il n'y a pas là de procès, comme un certain "suivisme".
Et la troisième conséquence de cette logique-là, c'est qu'en fait, dans l'action pratique, elle entraîne un repli frileux sur nos certitudes passées, dont pourtant

quelques-unes mériteraient d'être interrogées, cela aussi vous le savez tous.
L'autre logique d'application, elle commence par admettre malgré tout le droit de nous interroger nous-mêmes davantage sur notre propre passé. Ce droit relève du fonctionnement normal d'un parti sûr de lui, et assez ferme dans ses convictions pour justement remettre en cause ce qui peut faire doute ou n'être plus en correspondance avec la situation.
Il fût un temps où c'était l'honneur du Socialisme que de toujours rechercher des questions nouvelles pour lesquelles ses réponses n'étaient pas prêtes ou dataient.
Je voudrais que ce temps ne s'arrête pas.
Cette logique-là, elle se veut d'ouverture internationaliste, autogestionnaire.
Toutes deux, camarades, ces deux logiques d'application pouvaient exprimer la ligne centrale définie au Congrès d'Epinay. Et c'est ce qui a fait que la direction du Parti a tenu tout de même pendant toute cette période en effet difficile.
Devant notre Congrès je crois que la distinction entre l'une et l'autre n'était vraiment poussée jusqu'à la confrontation, à la netteté de la discordance, qu'entre les motions C et E. Je veux dire ici que notre lecture de la motion A, malgré de nombreux passages polémiques qui ne lui apportaient rien, comportait indiscutablement des éléments de ces deux logiques, successifs, parfois un tantinet, contradictoires, mais en tous cas sensibles, percevant ce qu'est la réalité historique, humaine et politique de notre Parti.
En tous cas, il est vrai qu'à nos yeux la motion B avait une plus grande proximité avec notre manière de sentir les choses, de la même façon, que nous avions lu, dans la motion E, justement, dans son débat avec le CERES original, au moins, des préoccupations et une manière de poser les questions sinon de faire les réponses où nous reconnaissons des choses communes.
Bérégovoy, tout à l'heure, a mis en cause le fait qu'en effet, en Commission des résolutions les motions B et C semblaient d'accord. Oui, camarades, une synthèse, c'est difficile. Nous n'avons pas eu honte de commencer par un petit commencement qui était de les prendre une par une et d'améliorer la marche vers la synthèse en commençant pas ce qui était le plus proche. Je vous dirai même en catimini que nous en sommes plutôt fiers.
En tous cas c'est bien parce la motion qui a obtenu le plus grand nombre de voix, et que signait notre Premier secrétaire, comportait des éléments de ces deux logiques, même si elles comportaient sur d'autres points des fermetures, que nous sommes arrivés dans ce Congrès avec l'idée que l'accord politique était possible, qu'il nous fallait en tous cas le chercher.
Je vous l'ai dit vendredi, l'essentiel pour ce Parti, c'est précisément son homogénéité, c'est la rencontre des deux cultures qui sous-tendent ces logiques, que nous avons trouvées différentes dans notre action pratique et concrète.
La condition en est qu'elles s'expriment, et que l'une n'y soit point trop dominante.
C'était la seule condition.
Je l'ai dit vendredi, j'ai exprimé cette condition en rappelant fermement quelques-uns des éléments auxquels nous tenons pour les apporter à la synthèse.
J'ai dit aussi que tout était possible, qu'il n'y avait pas de préalable, et que nous

voulions l’accord politique.
C’est d’ailleurs aussi pourquoi nous avons tenu vendredi matin à vous distribuer à tous ou presque tous, une déclaration politique écrite qui résumait l’essentiel de l’apport que nous devions faire à la Commission des résolutions, signalait les points centraux de notre démarche, attirait votre attention sur ce qu’allaient être les points cruciaux de la recherche de l’accord politique, en le faisant à travers la reprise de quelques textes, les uns issus de notre motion et destinés à devenir des amendements, les autres nouveaux, destinés aussi à devenir des amendements.
Vous aviez le dossier en main. Je n’ai encore pas compris pourquoi tant d’orateurs hier nous avaient fait reproche de ne pas l’avoir, alors que cela venait d’être fait.
Que s’est-il alors passé dans cette Commission des résolutions ?
Nous avons su gré aux camarades de la fiction B d’avoir fait une proposition de méthode, d’ordre du jour, et aux camarades de toutes les autres, de ne s’y point être opposé. Cette méthode consistait à dire : 1° il va de soi que le texte de base est celui qui a eu le plus de voix, celui du Premier secrétaire. Il serait vain et inutile de le prendre page à page, paragraphe à paragraphe, il est trop long, centrons-nous sur les points essentiels, et si l’accord se fait sur ces points essentiels, il n’y aura naturellement aucune difficulté à faire la toilette du texte et à lui enlever cas polémiques qui font du mal.
Dans l’ordre où ils apparaissaient dans la motion A, ces cinq points étaient : le plan et le marché, l’union de la Gauche, le fameux problème de la rigueur économique... je m’amuse toujours en entendant ce mot que je n’ai pas créé, car je crois qu’il n’y a de rigueur que politique, et qu’elle s’applique partout, mais enfin ce n’est pas dit comme cela.
(Applaudissements)
Ensuite l’Europe, et puis la démocratie dans le Parti. Plan et marché : on aurait pu croire l’affaire réglée. Pas du tout, elle est ressortie, et nous avons débattu, quelquefois de manière docte.
Je voudrais dire ici ce qu’est à mes yeux l’enjeu de cette affaire. Je continue à ne pas croire, que cet enjeu, soit vraiment un désaccord entre nous. Je n’ai jamais réussi à y voir que des procès d’intention. Voilà pourquoi. Nous savons tous que le marché, c’est l’aggravation des inégalités, c’est la poussée constante à la concentration, c’est la transmission avec amplification de toutes les spéculations, de tous les parasitismes, c’est le champ sauvage où les forts cassent les faibles, C’est cette définition de la liberté que donnait Karl Marx quand il parlait de la liberté du renard libre dans le poulailler libre.
Nous le savons tous, et nous nous sommes tous battus autour de cette idée que le plan doit trouver les moyens de parer à tous ces défauts, de corriger les inégalités, d’infléchir un autre module de croissance, de tarir les spéculations, d’en finir avec toutes les scories que le capitalisme plaque sur le marché.
Car quoi d’autre ? J’ai eu le mot de "rationnement". On l’a trouvé sévère. Un camarade m’a dit : tu aurais mieux fait de parler de contingentement, c’est plus exact. Si vous voulez que la chose soit précise, retenez simplement l’idée de ticket, bref une manière qui n’est pas celle de votre liberté totale d’acheter ce

que vous voulez quand vous voulez, à qui vous voulez et où vous voulez...
(Quelques protestations)
Mais réfléchissez, camarades : pourquoi y a-t-il un débat parmi nous ? C'est que vous savez très bien que ce point qui entre nous ne fait pas question, c'est le point sur lequel l'opinion nous attend. Comment ne pas prendre en charge les malheurs historiques du Socialisme avec la liberté ? tout de même, il y en a eu suffisamment ! Comment ne pas chercher à donner, au nom même du Parti, l'assurance que cette petite fraction... Oh ! Ce n'est pas toute la liberté, naturellement, loin de moi l'idée stupide de croire que le marché est à lui seul une garantie de la liberté, on m'a en plus fait dire cette énormité ! Non, mais rappelez-vous, que le consommateur achète ce qu'il veut, où il veut, à qui il veut, public, privé, coopérative, est une garantie...
(Huées)
Hou ! Hou!..... est une garantie qui subsiste, quelque chose qui, amplifié, peut être la liberté dans la société. Si cela ne subsiste plus, l'inquiétude est ouverte, vous le savez tous très bien.
Alors nous avons débattu, et nous avons failli trouver l'accord.
Autre problème, la régulation. Très ennuyeux, cela. La régulation globale. De quoi s'agit-il ? II s'agit d'un détail modeste mais important qui est le fait suivant : quand vous allez acheter quoi que ce soit, vous préférez en général les bons produits aux bons services, à la bonne qualité des services, comme tout le monde, et en vous conduisant comme cela, mes camarades, vous sanctionnez les mauvais produits, et vous n'attendez pas que la bureaucratie du plan le fasse. Et cette forme d'ajustement de l'offre à la demande est indispensable à une économie.
J'ai eu la faiblesse de l'appeler "régulation". Cela n'a pas plu. L'important est que cette fonction soit reconnue, sinon nous entrons dans l'économie administrative, et l'économie administrative, on sait quand on y entre, on ne sait jamais quand on en sort, ni surtout comment !
(Applaudissements)
Alors, où en étions-nous du débat ? Nous avions présenté un amendement en effet plus long que celui de la motion B. La discussion n'a pas été terminée. J'ai la faiblesse de préférer le nôtre, mais enfin c'est un détail, ils étaient convergents. A un moment, l'un des intervenants de la motion A a dit : avec quelques sous-amendements, de détail ceux-là, ce texte est acceptable. Et puis un autre orateur ou le même, je ne sais plus, a demandé tout de même, que dans cette lecture du texte que la motion B proposait, de substituer au paragraphe incriminé de la motion A, on n'enlève pas la phrase, c'est-à-dire on rétablisse"la régulation globale ne sera plus assurée par le marché".
En fait, la référence au fait que le marché devait servir aussi - c'est même sa seule utilité essentielle -à permettre l'ajustement de l'offre à la demande, était écrit dans le texte qui venait d'être accepté. Ce qui me paraissait décisif, non seulement sur le plan de la pensée économique, mais sur le plan de la manière dont se conduira un gouvernement Socialiste, était écrit.
Je sais très bien que la phrase sur la régulation, ce n'est pas de la réflexion

théorique, c'est une flèche contre ma modeste personne ! Nous l'avons laissé subsister. Ce sacrifice m'a fait quelque peine, mais quand on n'est pas à la motion qui a le plus de voix et qu'on veut l'accord politique, on fait des sacrifices. Nous avons fait celui-là. Vous l'apprécierez à son poids. J'en ai, je crois, assez entendu sur mon dos, personnellement ! (Applaudissements)
Voilà la texture du document à la suite duquel nous avons entendu : j'accepte ce texte, mais c'est à titre personnel.
Le président de séance, Gaston Defferre, a alors demandé que l'on passe au vote, mais le vote fut réservé. C'est intéressant. Je tiens à dire ici fermement, camarades, que le vote aurait pu être favorable, et je crois que nous avions trouvé l'accord politique entre les deux synthèses sur le premier des cinq points fondamentaux.
Sur l'Union de la Gauche qui venait en second, il y avait là aussi deux propositions des motions B et C. Le débat n'a pas eu le temps de s'ouvrir sur un aspect de ces textes qui demandaient qu'au lieu de dire : "le Parti Communiste aura le choix entre la poursuite de son déclin ou la Compréhension de son devoir" - je ne sais pas si c'est exactement cela, je n'ai pas le texte sous les yeux - nous disons : "aura le choix entre la poursuite de son déclin ou sa capacité d'assumer sa nécessaire mutation".
Problème important, et qui qualifie pour beaucoup nos rapports de demain avec nos partenaires et camarades Communistes. Problème important, mais non débattu...
(Applaudissements)
En ce qui concerne l'union des forces populaires, vous venez à l'instant, entre Pierre Bérégovoy et Labarrère, d'entendre l'essentiel. Je veux revenir sur cette très étonnante confrontation. Car enfin comment s'explique la surprenante crispation que nous observons chez nos camarades de la motion A sur ce sujet ? Qui osera nier que l'union de la Gauche soit en difficulté aujourd'hui ? Elle ne se porte pas bien ! Qui osera nier que le problème est bien de la reconstruire, et que pour la reconstruire, il n'y a pas illégitimité, je pense, à se poser la question du"comment".
L'union de la Gauche telle que nous l'avons connue de 1972 à 1977, elle est le résultat d'une négociation de sommet entre nos deux partis, auxquels s'est joint le Mouvement des Radicaux de Gauche. Cette procédure a donné de grands résultats, développé dans le pays une immense espérance, et nous étions fondés à penser qu'elle nous permettrait de commencer d'acheminer notre pays vers le Socialisme.
Mais il est vrai que cette procédure de sommet a montré sa fragilité. La vérité, c'est qu'il n'a pas fallu plus d'une nuit au Bureau politique du Parti Communiste Français pour mettre à terre les espérances et les chances de la victoire. (Applaudissements)
Alors j'espère que vos applaudissements ne vont pas au résultat mais au fait de s'interroger là dessus !
Force nous est bien de nous poser la question du renforcement de cette union de la Gauche. L'histoire nous montre bien des exemples d'une union de la Gauche

réalisée à la hâte, dans le flot déferlant du mouvement social et non pas dans la diplomatie inter partisane. Nos camarades Socialistes et Communistes du Chili se sont trouvés au pouvoir ensemble sans le moindre commencement de programme commun, ce n'est pas d'ailleurs ce qu'ils avaient fait de mieux, mais c'est comme cela. Ce sont les masses qui ont poussé, car elles avaient une quantité de revendications communes, et souvenez-vous du Front Populaire : l'accord du Front Populaire, c'est un feuillet dactylographié recto verso, il n'y a pas grand chose dedans, et en tous cas pas les immenses réalisations, les 40 heures, les congés payés et bien d'autres, qu'a faites ce gouvernement poussé par ce qui montait de la dynamique sociale du mouvement des masses en lutte, et qui n'avaient même pas résulté d'une confrontation d'appareils ou d'une négociation collective. (Applaudissements)

Ce n'était pas la peine, Pierre Bérégovoy, mon ami, que tu répètes tout à l'heure cette analyse ridicule, je pensais que nous en étions convaincus, sur laquelle nous voulions demander à la C.F.D.T. ou à Force Ouvrière de venir parapher devant notaire un accord politique, alors que nous savions bien qu'elles ne sont pas là pour cela et qu'elles le refuseraient fondamentalement. Pas de stupidité ! (Applaudissements)

Mais regardons-nous vivre ou travailler les uns les autres. L'article 1 de ce qui sera demain, je ne sais pas, le Pacte commun, le document court qui manifestera que l'union de la Gauche repart, vous savez très bien qu'il fixera les 35 heures, parce que cela, au moins, c'est une volonté, c'est une revendication qui sourd, qui monte de toutes parts, et que le mouvement social arrache et impose. Et coupable serait celui des partis politiques qui ne prendrait pas en charge une exigence affirmée avec tant de force.

Voilà un bon élément, celui-là. Il est solide, indéboulonnable du futur contrat de gouvernement, programme, plate-forme, appelez-le comme vous voudrez.

Mais, que d'autre ?

Une des grandes revendications que nous avions en commun, dans le programme commun, c'était la mise en place d'assemblées régionales élues.

Comment est né ce thème, avancé d'un peu partout dans la bataille, et pas seulement du mouvement régionaliste, mais aussi d'organisations sociales ou syndicales, de dures batailles sur le terrain ? Ce thème s'est imposé petit à petit, bien avant d'être sanctionné par des négociations de parti à parti.

Comment sommes-nous arrivés, tant nos camarades Communistes que nous-mêmes, à donner une telle importance aux problèmes féminins, et à ne pas arriver d'ailleurs tellement à régler ces problèmes et à tenir toujours nos propres engagements - Je pense au dispositif des candidatures législatives ou cantonales, comment y sommes-nous arrivés, sinon, précisément, parce que cette volonté collective sourd, monte du mouvement social tout entier ?

Et puis enfin, pourquoi et comment parlons-nous d'autogestion, mes camarades, sinon à cause de mai 1968 ? Cela a été négocié, mai 1968 ? C'est un accord entre bureaucraties ? (vifs applaudissements)

Alors, quand je me suis permis de rappeler cela à la Commission des résolutions, deux camarades de la motion A, de la meilleure bonne foi, m'ont

immédiatement répondu : "Mais cela, on le fait tous les jours !" J'ai donc repris : "Mais alors, que n'acceptez-vous d'établir le pont entre ce que nous faisons tous les jours, mais empiriquement, sans stratégie du mouvement social, et ce que nous souhaitons faire revenir sur la scène politique, sur la scène de l'accord de parti à parti en établissant cette convergence ?"
Et là, nous n'avons plus eu de réponse. Le voilà, le vrai débat ! Il est là !
Vous trouvez, mes camarades, que cela vaut le refus du gouvernement collégial du Parti ? J'ai la faiblesse de penser que non, et je regrette, sur ce point, l'impérialisme politique de la motion A... (vives protestations et applaudissements)... car je ne crois pas, pour ma part, que le thème que je viens de résumer soit le contraire - ce mot a été dit en Commission des résolutions, et tout à l'heure à la tribune - de ce qui est écrit dans la motion A.
Nous le savons bien, que la reconstruction de l'union de la Gauche passera par un accord politique, et au sommet - à la base et au sommet, j'espère bien - mais sera-ce le début ou sera-ce la fin ? Voilà ce que nous ne savons pas et je dis, moi, que cette proposition est parfaitement complémentaire et qu'elle s'est vu opposer un refus pour des raisons qui ne sont pas de fond, puisqu'il paraît - je l'ai entendu deux fois hier soir - que c'est ce que, tous ensemble, nous faisons tous les jours !
(applaudissements)
C'est à ce moment-là, mes camarades, que vient l'incident de l'amendement n° 5. Le nom de Patrick Viveret y est associé simplement parce qu'il devait être prévu comme son défenseur à la Commission des résolutions, mais aux amateurs de la petite histoire je dirai qu'il n'en est pas le rédacteur.
Le point était délicat. Vous vous souvenez, peut-être de ce que je me suis permis de vous dire avant-hier, que ce Congrès s'ouvrait sous deux auspices : l'après-mars 1978 et la mutation du Parti, caractérisée justement par un nouveau règlement intérieur unanimement adopté, qui avait comme signification, unanimement exprimée, que nous voulions améliorer les mécanismes de notre collégialité.
Ces mécanismes sont lourds et complexes. Je n'évoquerai que la phrase difficile. Comment, parlant de collégialité, éluder le sujet qu'est l'autorité justement de notre Premier secrétaire, comment y toucher, d'une manière qui soit claire quant à ce qu'elle voulait dire, qui ne soit point blessante et puisse être par lui reconnue, sinon en reprenant ses propres phrases dans sa propre motion ?
(vives protestations et huées)
Je vous en prie ! Je vous en prie !... Nous devons compte à nos militants, à la presse, à l'opinion, de la dignité de nos propres débats et ce point est important ; j'ai assez d'estime et de respect pour François Mitterrand pour lui parler ici, loyalement, profondément, et lui dire ma tristesse de ce qu'il l'ait pris ainsi. Je conteste à quiconque ici le droit de suspecter notre bonne foi quand nous disons précisément qu'une phrase de cette importance et de ce poids, sous la plume, sans sa motion, nous avait paru justement être l'écriture, par le Premier secrétaire, de ce qu'il était lui-même conscient que, peut-être, un nouveau style, une nouvelle forme de gouvernement du Parti, correspondant à l'étape de notre

nouveau règlement intérieur, lui étaient nécessaire.
Nous avons probablement été maladroits... En tout cas, c'est manqué. On a compris…. On a compris !
L'amendement, Pierre Bérégovoy - tu as mal entendu, hier soir, il ne faut pas dire : "Il serait retiré" - a été immédiatement retiré, avec nos regrets qu'il ait pu être ainsi compris ! (applaudissements)
Mes camarades, voilà pour ce qui s'est passé dans la Commission des résolutions.
Ce qui ne s'y est pas traité n'est pas sans signification non plus, puisque après une suspension de séance demandée par la motion A, juste à la fin du débat sur l'union de la Gauche - j'ai omis de vous dire, en effet, que l'incident de l'amendement n° 5, lorsqu'il a été retiré suite à une intervention explicative de Jean-Pierre Cot, ne s'est pas attiré de réponse personnelle de notre Premier secrétaire, à ce moment-là nous avions cru l'incident comme clos et le débat avait continué sur l'union de la Gauche. C'est quand il a été terminé qu'une suspension de séance a été demandée par la motion A — après le temps nécessaire à sa délibération, la motion A nous a notifié une rupture, présentée comme politique, de la bouche autorisée du Premier secrétaire lui-même, avec les motions B et C, citées ensemble, et l'affirmation que ces deux lignes étaient, parait-il, contradictoires, et que ce que nous proposions était contraire aux éléments essentiels de la motion A. Je ne crois pas déformer le propos.
Il est significatif que cette décision ait été prise avant que nous n'ayons abordé les trois autres problèmes.
Au quatrième dans l'ordre chronologique, l'Europe, il a été fait une brève allusion par François Mitterrand dans son exposé final, et hélas terminal. Mes notes ne sont pas sténographiques, mais je ne crois pourtant pas me tromper, je crois l'avoir entendu dire, parlant d'un des amendements - je n'ai pas bien repéré s'il s'agissait de celui de la motion B ou de la motion C... Peut-être celui de la motion C, plus probablement celui de la motion B - "J'aurais accepté ce texte avec joie". Je crois avoir entendu cette phrase.
Je ne veux pas tirer de conclusion du fait que nous n'avons pas eu le temps d'en débattre, ni du fait que ce qui était en train de se passer ouvrait un champ de conversation intéressant avec la motion E ; nous sommes au Congrès du Parti Socialiste, avec ses servitudes. J'espère, en tout cas, que le non-traitement de ce débat, de ce sujet, n'affaiblira en rien nos forces pour la campagne électorale qui commence très bientôt et à laquelle il nous faut - nous pouvons ! - faire un triomphe ! (applaudissements)
Je confirme ce point, car rappelez-vous que les cantonales ont montré quelque chose de la part de l'électorat, c'est qu'il nous sait gré, contrairement à ce que certains d'entre vous ont cru, d'être un parti démocratique où l'on débat et où l'on connaît le désaccord... Reste à savoir s'il nous saura gré autant de la manière dont on les tranche. C'est une autre affaire.
Sur la rigueur économique, j'ai joie à dire, bien que le sujet n'ait pas été traité - mais il a été abordé dans le débat lui-même - que nous avons eu l'impression d'avoir été entendu, que nous avons eu l'impression que la volonté s'exprimait

de parler, dans les limites maximums du possible - celles que le combat social rend maximales - mais dans les limites d'un possible examiné sérieusement. La rigueur, tant politique qu'économique, c'est ça que cela veut dire.
J'espère que le fait que ce sujet-là n'ai pas été abordé au fond n'implique aucune inquiétude sur l'idée d'en approfondir la signification.
Alors, mes camarades, c'est maintenant une situation nouvelle à laquelle il nous faut faire face, après la notification de rupture, car c'est de cela qu'il s'est agi.
Dans la notification de rupture - ce point est important -François Mitterrand a beaucoup insisté sur l'aspect politique ; il est revenu sur l'amendement n° 5, mais l'évoquant comme un problème de climat. J'ai assez de respect pour notre Premier secrétaire, pour savoir, qu'il ne rompt pas sur un climat et que, par conséquent, il s'agit bien d'une rupture qui a été voulue politique.
Je ne sais pas de grande chose des conversations entre les motions A et E. Je ne crois pas, dans l'état actuel de mon information, qu'elles aient abouti. Nous aurons donc un gouvernement de grosse minorité. Laquelle ? Laquelle, mes camarades ? Laquelle, pas dans son identité de motion - on connaît - mais dans son comportement ?
Le ton de certaines interventions d'hier me donne froid dans le dos !
(applaudissements)
La tolérance n'en était pas toujours la marque. (Applaudissements)... et les exigences de l'homogénéisation, de la vraie unification de notre Parti, ne se traduisaient pas toujours par la mise de l'intelligence et de la compétence professionnelle au service de la tolérance collective et de l'ouverture ! (quelques applaudissements)
Et puis, j'ai aussi ici deux ou trois très infâmes libellés - Calvados, pour l'un, Aude, pour l'autre - qui ont circulé pendant cette campagne électorale, pour faire des voix, en accusant tel et tel dans le Parti de tout, et du reste ! J'avais fait projet de vous les lire, je ne vous les lirai pas.

Dans la salle - Merci.

Rocard - Oui, merci ! Mais des choses ont été brisées. Un climat a été créé. Il sera long et difficile à remonter. Nous y sommes prêts, nous le souhaitons, mais il y a, dans ce qui vient de se passer, une certaine conception du Parti.
Que nous soyons divers est une évidence en même temps qu'une constante de l'histoire du Socialisme ! François Mitterrand lui-même, vendredi, en appelait à la fusion, à la réconciliation des deux cultures. Je n'ai jamais rien demandé d'autre. Cela exige seulement qu'elles soient toutes deux reconnues à égale dignité et, au lieu de s'affronter, s'imbriquent, se complètent, se reconnaissent dans la pratique comme complémentaires. (applaudissements)
Un gouvernement collégial du Parti était possible. Il reste possible dans la quasi totalité, sinon la totalité de nos fédérations, car enfin, camarades, la lutte de classes ne passe pas parmi nous, que je sache, les rapports entre le gouvernement du Parti et son opposition, n'ont rien de parlementaire et, par conséquent, la collégialité de la direction du Parti était parfaitement possible !

Nous l'avons souhaitée, nous l'avons espérée. Je crois pouvoir dire que rien dans ce Congrès, ni un mot, ni un argument, en Commission des résolutions, ne s'est voulu blessant, ne s'est voulu de fermeture. A trop reprendre même l'ouverture, en empruntant des textes aux autres, nous nous sommes trompés !
Nous serons donc l'opposition, en compagnie, sans doute, de la motion B, peut-être aussi des motions E et F... Qui sait ? Vos votes le diront tout à l'heure.
Permettez-moi de préciser un détail. Cher François Mitterrand, ce ne sera pas l'opposition du prétendant. (Applaudissements)
J'ai dit et répété, je le répète ici, qu'en votre qualité de Premier secrétaire vous serez le premier d'entre nous qui aura à prendre sa décision personnelle sur le point de dire s'il est candidat aux prochaines élections présidentielles et, si vous l'êtes, je ne le serai pas contre vous ! (très vives acclamations)
Non, notre position, elle sera politique, elle sera militante, elle sera collective. Elle ne sera pas grincheuse, elle sera loyale, porteuse d'idées, de projets, elle ne sera pas procédurière, à moins... à moins que nous y soyons réduits... je n'en fais pas le pari.
Elle vous appuiera souvent, camarades solidaires de la motion A, car vous en aurez besoin et nous ne serons pas chiches. (applaudissements)
Mais notre opposition animera les débats, elle ne vous combattrait que si vous entendiez faire taire la diversité du Parti.
J'ai le sentiment que ce Congrès peu être aussi un commencement.
Dans notre manière de vivre ensemble, maintenant qu'il n'y a plus de majorité absolue forte parmi nous, nous allons être obligés, de gré ou de force, d'expérimenter la cohabitation et de la traduire en réunification politique.
Le processus sera grinçant s'il n'est pas voulu, s'il est craint. Il peut fournir un parti en voie d'homogénéisation, rayonnant, resplendissant, si cette réconciliation est voulue, même à partir d'une direction courte.
En tous cas je garde un sentiment, et il va peut-être vous surprendre : je n'ai jamais, moi, dans ma vie militante, senti le Parti auquel j'appartenais aussi profondément uni que le nôtre aujourd'hui Car, rappelez-vous, souvenez-vous les commentaires, ce qui se disait, ce qui se craignait, tous les Congrès précédents. Nous venons de vivre un moment très difficile, et le mot qui n'a pas été prononcé, qui n'est venu à l'idée de personne, c'est celui de départ ou de scission.
Notre avenir, il nous est commun, camarades, nous le savons, nous le ferons ensemble, et c'est en le faisant ensemble qu'on redeviendra capable de le faire victorieux.
(très vifs applaudissements)

Le président - La parole est à Didier Motchane pour la motion E.

Didier Motchane

Camarades, nous voici au terme enfin proche de ce Congrès, et il me semble n'être pas le seul à sentir que ce Congrès s'achève comme s'il n'était pas

Fondation Jean Jaurès

terminé... Il me semble n'être pas le seul à ressentir que ce Congrès est perçu par vous comme ne pouvant finalement n'avoir été en quelque sorte qu'un non-Congrès,

J'ai la charge de vous expliquer les circonstances et les raisons par lesquelles notre courant, celui de la motion E, le CERES, a été conduit, contre sa volonté et contre, nous le croyons du moins, l'intérêt du Parti, à maintenir sa motion parce qu'il ne lui a pas été possible, il ne lui a pas été permis de faire l'accord politique dont nous pensons, dont je pense vous montrer qu'il est possible et nécessaire, avec la seule motion dont je puis dire cela, celle qui est signée par François Mitterrand et par ses camarades. (Applaudissements)

De toute manière et quelle que soit l'issue de ce Congrès et quelle que soit l'appréciation que nous emporterons les uns et les autres, je voudrais vous dire, au nom des camarades de notre courant, qu'il apporte au Parti une victoire positive, un début, un grand début, malheureusement, à notre sens, un début seulement de clarté.

Une des deux lignes politiques entre lesquelles notre Parti doit choisir comme il l'avait fait, il y a huit ans, une de ces deux lignes apparaît désormais indiscutablement comme clairement minoritaire. Mais si nous savons que cette ligne est clairement minoritaire, quelle est la ligne... où est la ligne clairement majoritaire du Parti ?

(Applaudissements)

Nous pensons, et nous pensons devoir le dire sans prétention aucune, que dans les circonstances extraordinairement difficiles, devant les défis qu'il va devoir affronter, notre Parti ne peut se développer et ne peut développer lès conséquences de la ligne d'Epinay en renonçant, en renouvelant le renoncement ou en différant le renouvellement de l'alliance d'Epinay. (applaudissements)

Nous pensons que cette attente ne permet pas un choix vraiment décisif, nous pensons que de n'avoir pas encore choisi sur ce point, c'est faire encore courir au Parti le risque de faire finalement, et quoi que nous voulions, les uns et les autres, un autre choix.

Il me faut, si vous le permettez, vous relater aussi brièvement et aussi simplement que possible les circonstances, qui importent directement à mon propos, de la Commission des résolutions, mais à ce sujet je voudrais rappeler ici au Congrès ce que François Mitterrand a dit et que nous approuvons entièrement : rien de ce qui se passe d'important à la Commission des résolutions ne doit être ignoré, ne doit être écarté du Congrès. Cette conduite, mes camarades, nous l'avons observée, elle a pu être observée par la Commission des résolutions en ce qui concerne les discussions qui ont mis directement en cause toutes les motions, toutes les motions, mes camarades, sauf une. Ce qui est vrai pour l'ensemble du Parti, ne le serait-il pas pour notre courant ? (Applaudissements)

Nous n'avons pas eu malgré notre volonté, malgré nos efforts, la possibilité de discuter des bases d'un accord politique, alors que nous savons, et que, j'espère vous le montrer tout à l'heure, que ces bases existent et que je pense que peut-être une majorité de nos camarades en sont convaincus autant que moi.

La tentative de faire synthèse sur la base du texte de la motion A, avec nos camarades des motions B et C a occupé fort longtemps la Commission des résolutions, et nous n'avons pas eu la possibilité de faire prendre connaissance à la Commission des résolutions des documents de travail sur la base desquels nous avions préparé notre accord.
Il est vrai, il me semble, que Pierre Bérégovoy y a fait allusion tout à l'heure, que nos camarades de la motion A, nous ont parlé d'un accord politique, nous ont dit qu'il était souhaitable, qu'il était peut-être possible. Je crois, mes camarades, que le plus simple est de vous dire tel qu'il nous a été présenté, ce qu'il n'était pas et ce qu'il était.
Ce qu'il n'était pas d'abord, c'était un accord fondé sur une discussion sur les textes, puisque ces textes nous les avions, mais ils n'avaient pas été lus, et ce qu'il n'était pas non plus, c'était un accord qui en tirait les conséquences pour le fonctionnement et le gouvernement du Parti.
Ce que comportaient en revanche les propositions qu'on nous avait faites, c'était la proposition que les deux courants observent des relations les plus amicales possible
II me semble, mes camarades, c'est en tout cas le cas pour notre courant, que cette idée va de soi et la perspective d'un accord plus complet ou je dirai plutôt véritable dans une époque peut-être prochaine mais tout de même indéterminée.
Mes camarades nous pensons, que de telles choses doivent être décidées dans les conditions normales de la discussion de notre Parti, (applaudissements) Et il nous semble que c'est au Congrès lui-même à prendre connaissance de tous les cléments d'une situation qui nous font estimer que l'accord était possible à la Commission des résolutions et si l'accord était possible à la Commission des résolutions, c'est que l'accord est possible dans le Parti et pour le Parti... (applaudissements)
Je ne veux pas être injuste, ni méconnaître le sérieux que peuvent avoir certaines préoccupations que l'on nous a fait valoir, par exemple celle qu'il n'est pas facile de rapprocher, dans une collaboration nécessairement étroite et je devrais dire intime, des militants qui, dans des circonstances graves, se sont, sur des problèmes importants, opposés et politiquement combattu.
On nous a aussi fait valoir que l'image, comme on dit, qu'apporterait la participation pleine et entière de notre courant à la direction de notre Parti pourrait donner de la politique de notre Parti sur l'Europe une impression peu opportune en particulier au cours des deux mois qui viennent.
Je vous dirai tout de suite que j'ai entendu avec plaisir, sans surprise mais avec plaisir, notre camarade Bérégovoy écarter tout à l'heure cette crainte, car enfin et je vous dispenserai du détail, nous avons assez d'éléments pour reconnaître honnêtement que, sur ce sujet capital, aucune divergence sérieuse ne mérite aujourd'hui de compromettre la synthèse,
Mais quant a l'explication psychologique, mes camarades, nous pensons que c'est une profonde erreur devant je ne dirai pas un aussi grand tournant, mais un aussi grand enjeu, d'en attendre un succès de rapprochement précautionneux et successif... Il nous semble que c'est avec la décision et l'élan du Congrès que

Fondation Jean Jaurès

cette union doit être faite que la ligne d'Epinay doit recevoir une nouvelle impulsion et une nouvelle force devant les épreuves et les responsabilités qui l'attendent.
Et c'est la raison pour laquelle, si vous le jugez sérieux ou intéressant, je me permettrai à la fin de mon intervention de vous lire la substance, l'essentiel des propositions qui nous paraissent pouvoir aujourd'hui fonder la base politique d'un accord politique complet, sans frontières sinon il ne serait et on aurait raison de nous le dire, qu'un expédient provisoire et incertain.
De nombreux camarades l'on dit hier et avant-hier, la situation du parti, sa maturité, sa maturation, si j'ose dire, et ses responsabilités appellent de la part de tous les courants un approfondissement de leur association militante et politique et qui ne peut comprendre cet appel à l'unité, cet appel à la synthèse dont le cri a retenti ici pendant ces trois jours… mais, bien sûr, dans la mesure où cette synthèse ne serait pas celle du brouillard, dans la mesure où cette synthèse se fait sur l'affirmation d'une politique et non pas de deux, et comment, mes camarades, peut-on réellement et politiquement, affirmer une ligne ensemble quand on n'est pas d'accord pour en tirer les conséquences ?
(applaudissements)
Les conséquences, non seulement, au niveau de la direction du Parti, mais au niveau de l'action militante du Parti, au niveau de son langage, de son discours, de sa présence dans les luttes. Je pourrais développer - mais ce serait faire injure à la gravité du sujet et à vous-mêmes - le défi que nous avons à relever, celui qui concerne le monde, celui qui concerne la politique, celui qui concerne la démocratie.
Le monde. Le fait qu'aujourd'hui le capitalisme est devenu un système mondial qui écrase, qui éventre notre société et qui exige de nous que nous nous posions réellement et sérieusement la question : Dans dix ans, dans quinze ans, dans vingt ans, sera-t-il encore possible de faire vraiment de la politique en France ? Sera-t-il possible, pour le peuple et pour les travailleurs, de se déterminer, lorsque les conséquences de la Division Internationale du Travail auront transformé notre pays dans les camps des parcours des forces anonymes et immenses du capitalisme international ?
La politique. La Gauche. Notre Parti, dont c'est le rôle avant tout et la responsabilité, s'est-il assez, depuis des années, préoccupé de ce simple fait que nous savons tous, que ce que l'on appelle couramment la politique, eh bien cela ne touche, cela n'intéresse pas, dans le cours ordinaire de leur vie, la plupart des gens et surtout les jeunes.
Et enfin, la démocratie, c'est à dire le fait que pour gérer sa transformation, c'est à dire sa crise, le capitalisme, pour gérer ce chômage de masse, est conduit à développer des réseaux de contrôles sociaux qui sont essentiellement policiers et virtuellement totalitaires.
Permettez-moi, pour terminer, de faire appel à notre responsabilité, et si vous le permettez, sans avoir la prétention de le faire pour chacun d'entre nous, je voudrais en ce qui concerne notre responsabilité, m'adresser plus particulièrement aux camarades d ce Parti qui se sont reconnus depuis dix ans

pour certains, et depuis peu pour d'autres, dans les propositions et l'action que n'a cessé de mener, pour notre Parti, notre courant.
Je voudrais dire aux militants du Parti Socialiste qui ont mené leur combat pour soutenir les propositions du CERES, qu'ils sont déjà à moitié vainqueurs. Je voudrais leur dire que la continuité de leur action militante et le courage de leur rigueur ont permis d'apporter à l'autorité de François Mitterrand cet élément nécessaire qui permet aujourd'hui à notre Parti d'espérer et d'obtenir plus de clarté, et, je l'espère aussi, plus de fraternité.
Je voulais dire, en terminant à cet égard, que si nous comprenons et nous pouvons nous reconnaître bien entendu parfois dans les inquiétudes, peut-être, ou les demandes de camarades d'autres courants, touchant à l'amélioration de la vie démocratique de notre Parti, touchant à la nécessité de développer les uns envers les autres, plus de tolérance, je voudrais dire à ces camarades, et en particulier à Michel Rocard, que nous le remercions de ses vœux parce que, nous aussi nous prenons rétrospectivement pour nous cet appel à la tolérance, à la démocratie, à la fraternité... (Applaudissements)… que, pendant des années, nous n'avons pas entendu dans sa bouche à notre égard !
(Vifs applaudissements)
Mes camarades, si vous le permettez, je voudrais vous lire 4 textes brefs dont nous considérons, en ce qui nous concerne, qu'ils peuvent fonder l'accord politique entre la motion A et la motion E. Ils concernent les luttes, l'union, le Parti et la politique économique.
Est-ce que le Congrès est d'accord pour que je les porte à sa connaissance ?
Sur les luttes, le Parti retiendra le mot d'ordre : Vivre, travailler, décider du pays, comme exprimant le mieux dans la période actuelle l'orientation des luttes pour l'emploi, le contrôle des travailleurs, la sauvegarde du cadre de vie, le droit à l'expression politique et culturelle notamment dans les entreprises, l'affirmation des identités régionales vers la rupture avec le capitalisme, et la construction d'une société autogestionnaire.
Ce mot d'ordre constituera un des principaux axes de l'action du Parti, au cours des années à venir.
(Applaudissements)
Sur l'union de la Gauche, il n'y a pas de remède miracle; pour la relance immédiate de l'union de la Gauche, gravement atteinte par le comportement actuel du Parti Communiste, nous ne pouvons pas nous en remettre à une évolution de nos partenaires, pour refonder l'union sur des bases plus solides parce que mieux enracinées dans les masses. Le Parti Socialiste doit être lui-même le levier qui ramènera le Parti Communiste à une ligne unitaire.
(Applaudissements)
Notre choix en faveur de l'union de la Gauche n'est pas un choix de circonstance. Il découle d'une analyse approfondie de ce qu'est la société française. Notre but fondamental, à travers l'union, ce n'est pas le rééquilibrage de la Gauche, c'est le changement de la société.
(Applaudissements)
Depuis mars 1978, la crise d'identité du Parti Communiste Français s'est

considérablement aggravée. Entre sa stratégie affirmée, l'union de la Gauche, et son essence proclamée, vécue, le seul Parti de la classe ouvrière, dépositaire unique à travers l'héritage du marxisme léniniste de la conscience de classe révolutionnaire, le Parti Communiste doit maintenant choisir, choix douloureux, puisqu'il met en cause non seulement sa position vis à vis du Socialisme comme avènement de son propre pouvoir, censé représenter à lui seul celui de la classe ouvrière.
Il s'agit donc de définir concrètement une stratégie de sortie de crise, c'est-à-dire de rupture avec le capitalisme en crise. Nous souhaitons parvenir avec le Parti Communiste français à une définition commune.
En ce qui concerne le Parti, une école de formation sera créée dite Ecole du Socialisme. La priorité sera donnée aux militants ouvriers et aux militantes, tant dans le choix du recrutement que dans les conditions matérielles, et notamment le remboursement plafonné des salaires perçus.
(Applaudissements)
L'heure est venue de faire accéder aux responsabilités des militants que le Parti a formés et qui n'ont pas connu les clivages d'avant Epinay ; parmi eux, des femmes, des travailleurs de la production, sous représentés dans les instances dirigeantes. Des mesures pratiques et notamment financières seront prises pour faciliter cet apport, en particulier sous la forme d'un salaire spécifique ou en assurant la garantie des reconversions professionnelles, notamment dans les organismes centraux du Parti. 25% du budget d'intervention du Parti devra être réservé au secteur entreprises.
(Applaudissements)
Afin de pouvoir concrètement tenir les objectifs politiques à lancer, un Secrétaire national à part entière, aura la responsabilité de ce secteur ; une équipe de militants, issus en particulier des milieux du travail, sera chargée de l'aider dans ses tâches. 6 permanents seront désignés dans cette équipe. Une attention particulière sera apportée au remboursement des frais des militants et des ouvriers, lorsqu'ils auront à participer pour le Parti à des réunions.
Enfin, sur la politique économique, les résultats à attendre des nationalisations ne seront pas immédiats. Plus que jamais, alors que les réformes de structures n'auront pas encore produit leurs effets, un gouvernement de gauche devra faire preuve de rigueur en matière économique, en particulier une action vigoureuse contre l'inflation et le dérapage monétaire est indispensable pour éviter que l'expérience de gauche ne soit très vite, comme au Portugal, soumise au Diktat des bailleurs de fonds internationaux. Encore faut-il s'entendre lorsqu'on parle de rigueur. Celle-ci doit conduire non pas à affadir le projet mais bien plutôt à prendre les moyens de le réaliser. Elle ne saurait consister dans l'acceptation pure et simple des règles du jeu de l'économie capitaliste, transformées pour la circonstance en lois naturelles ou en nécessités politiques. Desserrer les contraintes extérieures et retrouver une marge de manœuvre par rapport au marché mondial, assurer la cohérence interne par une redistribution importante des revenus et des richesses, tels devraient être, dans cette perspective, les axes d'une nouvelle politique économique.

Mes camarades, au moment de conclure, je reviens à cette idée qui a, je crois, notre adhésion à tous et qui avait été exprimée avant hier par François Mitterrand : le Congrès, c'est à dire le Parti lui-même doit avoir la connaissance et la décision dans tout ce qui compte et dans tout ce qui comptera au cours des années futures et qui aura été fait pour lui et par lui en son nom.
C'est pourquoi je demande au Congrès qui est amené à se prononcer sur différentes motions, dont la motion E, et dans la mesure où, malheureusement, il parait difficile de prolonger d'un jour le Congrès lui-même de manière à permettre, ce que j'aurais demandé en d'autres circonstances, une nouvelle réunion de cette Commission des résolutions qui ne nous a pas donné l'occasion de présenter nos propositions politiques, mais je les présente ici devant tout le Parti, je demande donc au Congrès, lorsqu'il aura voté les motions - et je rappelle que nous avons été conduits, contre notre vœu, à vous demander, camarades, de soutenir la motion E - je demande donc au Congrès de nous dire si les propositions que je viens de lire constituent, oui ou non, les bases politiques d'un accord politique complet pour conduire notre parti, au cours des deux ans qui viennent, à la hauteur de ses responsabilités, à la tâche qui l'attend à l'égard du pays et des travailleurs.
(applaudissements)

Le président - La parole est maintenant à Christian Pierret pour 5 minutes, pour la motion F. Ensuite à Edith Lhuillier, pour 5 minutes, pour la motion G. Ensuite, François Mitterrand prendra la parole.

Christian Pierret

Ainsi donc, camarades, il n'y a plus à cette heure-ci, dans le Parti Socialiste, malgré le vœu quasi unanime des militants, il n'y a plus que des minorités au sein de notre Parti.
Jamais nous n'avons autant évoqué Epinay, le Congrès de l'unité des Socialistes, et jamais la division des Socialistes n'a été malheureusement aussi manifeste.
La ligne d'Epinay, à laquelle nous nous référons tous, ne trouve son sens que si tout le Parti se retrouve uni sur une stratégie vivante.
Aujourd'hui, nous sommes confrontés à deux inquiétudes très graves. Que deviendra notre parti comme organisation politique responsable puisqu'il n'a pas été possible de se mettre d'accord ni sur l'économie, ni sur le fonctionnement du parti, ni sur l'Europe et son élargissement ? Quel spectacle, hélas - il s'agit de cela - allons-nous donner demain à ceux qui attendent de nous de grandes choses pour les travailleurs et pour le pays ?
Ainsi donc, se pourrait-il qu'en dehors du Congrès, qu'en dehors des délégués et des militants ici présents, représentant leurs fédérations, des synthèses, en catimini, discrètes, à l'occasion d'un Comité directeur, puissent se faire sans que le Congrès du parti ait eu à en juger ?
(applaudissements)

Fondation Jean Jaurès

Ainsi donc se pourrait-il, pourrait-il se faire que les camarades du CERES, qui se sont battus pendant des années, notamment en Congrès de Bagnolet, en 1973, sur des positions très rigoureuses et très dures à l'égard de l'Europe, puissent accepter aujourd'hui ou demain, dans quelques domaines, de renoncer à leurs propres idées, sur lesquelles ils s'étaient battus pourtant à ce Congrès.
(applaudissements et protestations)
Ainsi donc, puisque Didier Motchane disait à l'instant que le Congrès s'achève, comme s'il n'était pas terminé, ainsi donc, les militants du CERES nous donnent aujourd'hui, à nous modeste motion F, raison. Si l'on regarde les textes qui viennent d'être lus à la tribune par Didier Motchane, on s'aperçoit qu'aujourd'hui, pour faciliter les choses, la rigueur économique devient le centre d'un amendement sur l'économie. On s'aperçoit que la rigueur économique devient importante alors qu'il y a un instant Michel Rocard disait que cette notion ne pouvait être dissociée de la seule rigueur qui vaille, de la rigueur politique.
(applaudissements)
Ainsi donc, les militants du CERES vont avoir à voter sur un texte concernant l'union de la Gauche qui reprend mot pour mot ce qui est dit depuis des mois par la motion F.
Ainsi donc, on va faciliter les choses, pour que les problèmes de pouvoir dans le parti soient plus clairs et plus nets, mais pour cela on fera abstraction des réalités vivantes qui étaient dans les différentes motions. Il faut passer par-là pour que le CERES soit dans la direction du parti !
(applaudissements)
Pourvu camarades, qu'au-delà de ce triste spectacle, pourvu camarades, que ce ne soit pas le parti tout entier, qui soit perdant à ce Congrès. Pourvu que nous ayons suffisamment, les uns et les autres, quel que soit le texte que nous allons voter, de volonté d'unité profonde pour fonder cette unité sur la réduction de nos divergences, sur le rassemblement de tous sur une même conception du parti, car il doit nous rester encore cela, une même conception du parti, de sa vie militante et de sa vie interne, et de sa démocratie. Il faut que nous assumions que nous voulons vivre, travailler et militer ensemble au sein de ce Parti.
Et à ce stade il y a une question de principe que je voudrais poser. Notre motion n'atteint pas les 5% au niveau national, elle les dépasse largement dans de nombreuses fédérations. Nous demandons au Congrès de se prononcer dans le droit fil d'une interprétation démocratique de nos statuts, pour que partout où la motion F dépasse les 5% nous puissions être représentés dans les organes du Parti.
(applaudissements)
Cela est une question de principe, cela est un test de notre volonté de vivre ensemble et de vivre ensemble sur des bases vraiment démocratiques.
Ce n'est pas parce que pour l'instant nous sommes encore petits dans le Parti que nous ne pouvons pas dire des choses justes. C'est pourquoi, au-delà des enjeux du chauvinisme de courant, nous croyons traduire le sentiment profond de l'immense majorité des militants, aussi bien sur l'Union de la Gauche que sur

Fondation Jean-Jaurès

la rupture avec le capitalisme, que sur l'autogestion, que sur la conception du parti, en maintenant notre texte aux suffrages des délégués à ce Congrès.
(Applaudissements)
Nous demandons donc aux militants et aux délégués des fédérations qui sont porteurs des mandats de la motion F, de les maintenir afin qu'il soit dit au moins dans ce Congrès que nous ayons le courage, nous petite motion F, de maintenir le débat et de nous battre sur des idées dans l'intérêt du Parti.
(applaudissements)

Le président - La parole est à Edith Lhuillier pour 5 minutes.

Edith Lhuillier

Camarades, lorsque nous avons déposé notre motion, nous avons affirmé que si nous gagnions quelques mandats dans ce Congrès nous les garderions. Nous avons gagné quelques petits brins de mandats, nous les garderons.
En effet, en déposant notre motion nous avions fait un choix: celui de ne pas prendre position, celui même de ne pas parler des grands thèmes qui ont fait les débats de ce Congrès. Ce choix était guidé par une longue expérience du combat des femmes dans le Parti Socialiste, et qui nous avait amenées à remarquer que lorsque l'on parle des femmes dans le Parti Socialiste c'est toujours en termes de petites revendications catégorielles, au même titre que les jeunes, les écologistes, les Bretons, les ouvriers, les agriculteurs, les handicapés, et pourquoi pas les bouilleurs de cru.
En effet, ce que le Parti n'arrive pas à comprendre c'est que le problème des femmes n'est pas un problème catégoriel, mais un problème qui concerne le statut sous lequel vit la moitié de la population française. Ce que les militants n'arrivent pas à comprendre - quand je dis "les militants" je parle aussi des rédacteurs des autres motions que la nôtre, c'est que les femmes sont aussi des ouvrières, des handicapées, des jeunes, des vieilles, et peut-être même aussi, pourquoi pas, des bouilleurs de cru.
Si nous avons choisi de déposer une motion traitant d'un seul thème, celui de la place des femmes dans la société, c'est parce qu'il nous est apparu que l'analyse du parti était gravement défectueuse en ce domaine et que la non prise en compte de ce problème l'amenait à, disons, certains manques concernant non seulement son analyse, mais ses thèmes de propagande, son militantisme, le fonctionnement du Parti,, et que pour notre part nous avons fait l'analyse que ces manques étaient peut-être aussi une des causes des échecs successifs des mouvements ouvriers.
Nous avons d'autre part, par notre démarche, voulu montrer au parti ce que pouvait être une pratique autogestionnaire. Car enfin, camarades, l'autogestion dont vous parlez tout le temps, qu'est ce que c'est que l'autogestion, sinon la prise en charge par les différentes catégories qui ont leurs problèmes, de leur propre lutte ?
Qui, donc, dans le Parti Socialiste, comme dans le reste de la société, peut se

Collection Jean Jaurès

battre sur le front des femmes, sinon les femmes elles-mêmes ?
Nous avons voulu, dans ce parti qui se dit autogestionnaire, montrer que nous pouvions aller au-delà du discours, et, sur un domaine du moins, mettre notre pratique en harmonie avec notre discours.
Nous avons obtenu 22 petits mandats. Ces mandats, nous les gardons. Sur le plan national, j'en conviens, cela ne changera pas beaucoup de choses, mais nous avons obtenu aussi plus de 5% des mandats dans deux fédérations. Là le problème peut être plus important, et si nous avons tenu à réaffirmer le principe que nous conservions nos mandats, c'est surtout pour dire aussi que nous les conserverons sur le plan fédéral.
(applaudissements)

Le président - La parole est à François Mitterrand.

François Mitterrand

Mes chers camarades, nous approchons du terme de ce Congrès. J'en ai suivi les phases, particulièrement ce matin, avec la même attention que vous, et j'ai donc entendu comme vous la somme d'arguments souvent contradictoires.
La synthèse, chers camarades, c'est affaire de volonté politique, et non puint, comme trop souvent, d'habileté de parole ou de plume réservée à 61 élus chargés de régler dans la nuit les difficultés ou les oppositions.
C'est affaire de volonté politique, et j'en arrive tout aussitôt sur ce point à l'expression de ma pensée, expression simple. Oui, nous avons, j'ai la volonté politique de rassembler les Socialistes sur un seul texte. Mais j'ai, et nous avons aussi la volonté politique de les rassembler sur une ligne claire, et contraints de choisir, nous préférons la fermeté sur l'orientation du Parti au rassemblement indistinct, sans portée, sans durée.
(Applaudissements)
S'engage tout aussitôt le débat sur les responsabilités, et il m'a semble que cette recherche de la responsabilité de l'autre occupait tactiquement beaucoup plus de temps que le débat au fond !
Je laisserai le Congrès, les militants du Parti Socialiste, et l'histoire, puisqu'on l'invoque, je les laisserai juges. Ils regarderont l'éphéméride, les actes du temps, et notamment depuis un an, et ils verront ou ils constateront qui a parlé et qui s'est tu, qui a mis en cause et qui ne l'a pas fait, qui a organisé le débat à l'extérieur et qui s'y est refusé, et en sérénité les Socialistes revenus chez eux se diront qu'après tout, le récit qu'ils ont entendu jusqu'alors n'était pas nécessairement le plus juste.
Je rappellerai aussi aux derniers intervenants qui tentaient de comparer le Congrès de Metz et ses minorités, grandes ou petites, à l'histoire récente de nos Congrès, je leur rappellerai qu'à Epinay, tant invoqué, il y avait 8 motions, c'est-à-dire une de plus que nous aurons à en décider aujourd'hui, enfin dans la mesure où sur les 7 du Congrès de Metz deux ont été en cours de route laissées, faute du pourcentage suffisant, 8 motions, et que la plus importante de ces

Fondation Jean-Jaurès

motions à Epinay n'atteignait pas 35%
Le problème est donc de savoir combien, dans un parti démocratique, lorsqu'il existe beaucoup de courants de pensée, il est nécessaire que chacun organise sa réflexion, précise sa pensée, tente de la communiquer, ensuite s'enrôle sur les routes pour gagner des suffrages, toutes choses légitimes. Le problème n'est pas de savoir si l'ensemble des motions sont, par rapport à la majorité absolue, minoritaires, le problème est de savoir comment s'y prendre pour parvenir à la sortie, et pour le temps qui vient, à recréer une majorité, et c'est à cela que se sont appliqués, chacun à sa façon, bonne ou mauvaise, les représentants des motions réunis cette nuit et ce matin en Commission des résolutions.
Comment créer ou recréer une majorité ?
Est-ce que cela pouvait être la même ? Elle-même était trop courte, oui, paradoxe, et l'on avait pu ressentir le danger de ses contradictions. Nul d'ailleurs ne s'y est attardé. Cette majorité était artificielle, elle était à la fois nombreuse et insuffisante, nombreuse par le nombre des mandats, insuffisante par sa capacité d'une action en commun.
Alors quelle autre ?
Problème fort difficile, puisque les motions qui se présentaient par ailleurs émanaient d'anciens groupes minoritaires, et que le débat n'ayant pas eu lieu particulièrement, il était impassible de s'engager à la sauvette.
J'ajoute que l'essentiel du débat a été consacré à la discussion entre les motions A, B et C, sous la présidence du leader de la notion D, et que les autres motions - c'est le hasard des temps - n'ont pas été au centre du débat.
Etait-il possible, chers camarades, de recommencer ? Veillons - et j'ai apprécié ce propos de Michel Rocard - à préserver l'estime, au-delà des moments d'humeur, que nous devons mutuellement nous porter. Cette estime n'est possible que si l'on évite le faux-semblant, que si l'on préfère la difficulté, et nous y sommes, d'avoir à refuser plutôt que la commodité de dire oui, parce que l'analyse politique ne parait pas juste ou bien parait insuffisante.
Qui reprocherait à qui que ce soit ici d'avoir préféré cette sorte de rigueur ? Puisqu'on la réclame sur d'autres terrains, appliquons la, au-moins à nous-mêmes.
Je vais, si vous voulez, poursuivre. J'ai été un peu étonné, au début de la discussion, par ce qu'a dit le deuxième orateur, avec lequel d'ailleurs j'entretiens, et depuis très longtemps - je veux parler d'André Labarrère - des relations personnelles d'amitié, depuis le jour ou de son Canada où il enseignait, il m'écrivit pour me dire : comment pourrais-je être candidat aux élections législatives... (Protestations) Laissez-moi terminer ! Il ajoutait : dans une circonscription impossible ? Vous avez protesté bien tôt ! (Applaudissements)
C'est ce militant courageux qui était désigné pour se présenter - quand on connaît l'histoire du Béarn... -à Pau, oui, cette circonscription impossible, mais gagnée !
Eh bien je dirai à André Labarrère qu'il ne faut pas que l'entraînement de l'éloquence fasse dévier la rigueur du récit.
Je dirai en particulier que Jacques Delors n'a pas renoncé à une phrase

apparemment décisive, mais je vous l'épargnerai, sur les relations du plan et du marché. Au contraire, et j'en ai été témoin. Mais si vous voulez en avoir le dernier mot, Jacques Delors est prêt à le préciser à cette tribune. Il vaut donc mieux éviter de dire contre-vérités et mensonges lorsqu'on se trompe soi-même !

(Applaudissements)

J'éviterai aussi les polémiques inutiles, bien qu'il soit difficile d'y résister ! J'entendais Pierre Bérégovoy reprendre un mot qui a déjà couru un peu autour de nos cénacles, faisant allusion au danger pour le Parti Socialiste de devenir bientôt, si l'on devait poursuivre, un"gros P.S.U." Pourquoi avoir dit cela ? Cela ne peut que froisser certains de nos camarades qui sont nombreux à être venus de ce Parti, à des époques différentes et contradictoires. Mon cher Bérégovoy, pourquoi "un gros P.S.U." ? Il n'en est que de petits ! (Applaudissements)

Comme la vocation du Parti Socialiste est de persévérer dans son être, c'est-à-dire de s'affirmer mieux encore demain qu'hier comme la première force politique du pays, qui donc ici pourrait songer, même pour une minute, à s'imiter soi-même ?

Alors, plan et marché, union de la Gauche, quantitatif et qualitatif, rigueur économique et rigueur sociale, nous en avons assez parlé. Juste un mot cependant pour marquer que lors du débat à la Commission des résolutions, une pudeur mutuelle a empêché les uns et les autres de débattre sur le fameux rapport établi par Michel Rocard, "marché ou rationnement". Après tout, on a bien fait. Ce mot avait l'inconvénient d'être une formule, et comme toutes les formules, d'être assez imprécis. Ce n'est pas moi qui lui apprendrai, mais il est bon qu'on le dise de cette tribune, qu'on ne peut examiner les dangers d'un Socialisme planifié aboutissant au rationnement, et cela s'est produit et se produit dans les sociétés Communistes, où s'est développé un plan macro-économique déterminé par un parti unique, le plus souvent soumis à l'autorité d'un seul homme appuyé sur un "bureau" ou une "techno" structure, qui pourrait croire ici un seul instant qu'une telle perspective pourrait être dans l'esprit d'un seul d'entre nous, puisque nous nous sommes tous engagés dans ce combat pour la liberté qui est le combat pour l'autogestion ? Je veux dire le combat pour la responsabilité, forme supérieure de la liberté ?

(Applaudissements)

Seulement si l'on veut traiter ce problème et de cette façon, alors il faut aussi évoquer de quelle façon le marché peut être lui-même une forme, mais la forme capitaliste, du rationnement : rationnement par l'argent, avec le SMIC au point ou il se trouve... (applaudissements)... et des milliers, des millions de travailleurs sur le marché des biens élémentaires, sans pouvoir satisfaire des besoins légitimes. Rationnement par le savoir, sans oublier de quelle façon les moyens de publicité permettent de dévier le choix du consommateur. Le rationnement par le pouvoir : on sait bien ici que les monopoles imposent leurs produits aux consommateurs, et que si l'on veut moins de rationnement, il faut continuer de considérer comme d'autres que le monopole capitaliste est l'ennemi N°1 des Socialistes.

Collection Jean Jaurès

Dans de nombreux secteurs, chers camarades, le capitalisme n'a pas de marché.
Il n'y a pas de véritable marché, dans la mesure où il existe - j'invite les Socialistes à y réfléchir davantage - il n'y a pas de véritable marché de la santé, et combien de millions d'enfants, dans le monde, meurent de faim ?
Il n'y a pas de marché de l'éducation. Je veux dire que le manque d'écoles techniques, le manque d'écoles maternelles - pour ne citer que cela - représente une forme rigoureusement rigoureuse de rationnement, qui frappe le plus petit et le plus pauvre.
Il y a bien des secteurs où le capitalisme n'a pas de marché ! Celui de la culture n'est-il pas entamé, largement entamé, avec ce modèle culturel dominant qui nourrit les académies de toutes sortes, qui pénètre la littérature, les livres de classe, qui décide de l'histoire, du droit, jusqu'au roman ?
Le travail, en vérité, est également rationné par la crise. Comment dire aux 1,2 millions de chômeurs qu'aujourd'hui le travail n'est pas rationné ? Comment faire croire à chacun - enfant, femme, homme - frappé par le rationnement du capitalisme, que le danger du projet Socialiste, qui donnerait priorité au Plan, serait de sombrer dans le rationnement Socialiste ? (applaudissements)
En tout cas, si l'on veut en débattre, et c'est un bon débat, il faut aller au bout, ne pas se contenter de décrire les méfaits éventuels d'une société Socialiste !
Combien de fois vous ai-je dit - c'était déjà un peu la trame de mon exposé d'avant-hier - : "Mais, chers camarades, le danger du pouvoir, il est en nous ! Il est au cœur de tout système, y compris du système Socialiste, parce que tout système est formé d'hommes et que chacun de ces hommes porte en lui les attributs du pouvoir et, par voie de conséquence, tout excès de pouvoir - le rôle des institutions, c'est précisément de faire qu'existent des contrepoids - cet abus de pouvoir que l'homme exerce dans sa vie privée - d'où la nécessité de revenir sur le droit patriarcal -comme dans sa vie publique, d'où la nécessité des décentralisations.
Ce pouvoir et ce danger, c'est en moi - on va en parler tout à l'heure... cela a été remarqué - mais c'est en vous aussi et permettez-moi de vous dire que si l'on devait procéder par comparaison sur le mode de direction de telle ou telle fédération qui se trouve répartie entre les différents courants du Parti Socialiste, établirait-on vraiment des distinctions sérieuses sur la façon de faire et des uns, et des autres ?
(applaudissements)
Dès lors que la civilisation contre le pouvoir et ses abus repose sur des institutions, alors mieux vaut, me semble-t-il, préférer les institutions Socialistes à des institutions qui ne le sont pas.
Et ces institutions Socialistes, elles exigent de nous, en raison même de cette réflexion que je me permets, d'être terriblement vigilants, et alors là c'est une synthèse possible entre nous - je vous rejoins, chers camarades - il faut veiller à nos contre-pouvoirs, les institutionnaliser et faire que les travailleurs et les classes sociales privés de liberté, privés du droit de vivre refusent par priorité - les problèmes se posent à tous, en tous temps, à tout moment, mais j'en connais un qui, lui, est immédiat, nous prend à la gorge et justifie notre engagement - le

Fondation Jean Jaurès

pouvoir d’oppression qui s’appelle tout simplement - pardonnez la banalité - l’exploitation de l’homme par l’homme, (applaudissements)
Et sur l’exploitation de l’homme par l’homme, allons-nous refaire nos classes, alors que nous, Socialistes, nous tous, nous nous sommes engagés sur une charte fondamentale qui dit que quiconque voudrait, par générosité de cœur ou d’esprit, par audace de conception, par croyance philosophique ou religieuse, lutter contre l’exploitation de l’homme par l’homme, ne peut refuser de s’attaquer d’abord aux rapports de production et aux structures économiques qui veulent que, dans la société industrielle, l’exploitation commence par le système de production ? N’est-ce pas le sujet prééminent d’une discussion qui n’aurait pas dû s’égarer ?
L’union de la Gauche.
Eh bien, c’est vrai, j’avoue : j’ai signé le programme commun ! (Applaudissements). Mais je ne l’ai pas fait tout seul. Nous étions quelques-uns, une bonne équipe d’ailleurs, qu’il est vraiment dommage de voir se dissocier... pour un temps bref, j’espère, (applaudissements) Je me souviens de quelle façon, avec Gérard Jacquet, Pierre Mauroy, Jean-Pierre Chevènement, présidents des groupes de travail, animateurs des groupes de travail - ainsi que Pierre Joxe - nous avons pu mettre en commun nés espoirs et nos déceptions, sans avoir jamais l’impression d’avoir produit un chef-d’œuvre de littérature, et pas même de littérature politique. C’était un compromis, il méritait bien des critiques... Il avait l’immense avantage d’exister, de chercher à définir un certain nombre de perspectives, et là encore je corrigerai - à moins que je ne me trompe un souvenir historique évoqué par Michel Rocard : je crois bien que les 40 heures et les congés payés étaient dans le contrat écrit qui a précédé le Front Populaire, et non pas le contraire, comme cela a été dit il y a un moment, (applaudissements)
Bref, on s’y est essayé avant nous, et si j’ai prononcé ces mots, les 40 heures, parlerai-je des 35 ?
C’est vrai, chers camarades, on a évoqué les perspectives des 35 heures, la réduction du temps de travail hebdomadaire, avec salaire maintenu, après concertation entre les partenaires sociaux... Je viens de débiter successivement toutes les formules, nécessaires, consacrées ; il est vrai que certains bouts de ces phrases consacrées ont été un temps oublié ou négligé par plusieurs d’entre nous et qu’il a fallu, après des déclarations publiques, des articles de journaux, des interviewes à la télévision, peu à peu ramener ces camarades sur la notion que, s’il convenait, certes, de réduire l’éventail des salaires et des revenus, ce qui figure presque en première page du programme Socialiste "Changer la Vie" de 1972 - qui reste toujours notre programme, je le rappelle sans cesse - il n’en était pas moins vrai qu’il était nécessaire de préserver jalousement les termes "avec salaire maintenu", non pas seulement pour éviter que l’éditorial de "L’Humanité" ne nous harponne sur nos contradictions, non - cela serait un souci mineur - mais pour éviter de laisser croire que le Parti Socialiste s’était rallié à cette étrange théorie de l’officialisation du chômage partiel ! (applaudissements)
Depuis lors, que de progrès, puisque l’ensemble des organisations syndicales,

combien de partis politiques de l'Europe, et finalement la Commission de l'Assemblée Européenne, à la demande du Député de Moselle, Socialiste, Jean Laurain, ont adopté la proposition française tendant à généraliser en Europe cette mesure indispensable, (applaudissements)
Voilà quelques données. Mais l'union de la Gauche elle-même ?... Alors là, qui a raison, et qui a tort ? Mais n'abandonnons pas notre histoire, notre brève histoire de quelques années. Considérons que si le programme commun n'est pas parvenu à son terme, qui était celui de gouverner la France, cela a été dû à des conditions qui ne tenaient pas à son contenu, qui n'ont pas tenu non plus davantage au refus des citoyens ; je persiste à penser que la Gauche a perdu non point par trop d'union, mais par manque d'union, et que les défauts du programme commun étant cent fois relevés, nul ne pouvait imaginer qu'un acte aussi simple que l'accord de trois formations politiques, commencé par l'accord Socialistes et Communistes, aurait une telle résonance dans l'esprit du public, et particulièrement dans l'esprit des travailleurs, qu'aujourd'hui encore, lorsqu'ils rassemblent leurs suffrages sur le candidat unique de la Gauche du 2ème tour des élections les plus modestes, il y a comme la nostalgie, le rêve, le regret, et parfois la colère que l'on en soit sorti ! (applaudissements)
Alors, certes, puisque le temps a passé, puisqu'il ne s'agit pas de recommencer la même chose, puisque nous devons tenir compte de la réalité qui s'impose à tous, ce n'est pas véritablement une découverte de l'œuf de Colomb que de constater qu'il s'est passé quelque chose, cela n'appartient à personne d'avoir la vue assez aiguë pour remarquer que nous avons perdu les élections de 1978 et que, depuis lors, les relations avec le Parti Communiste sont si brèves qu'elles se résument parfois - du moins de leur part - à la petite injure quotidienne ou à la contrefaçon des textes.
Seulement, qui dispose de la réponse ?
Moi, j'essayerai de me placer sur un autre plan, étant entendu que nous sommes tous d'accord pour nous essayer à la confection d'un contrat de gouvernement, si le moment se propose, si les circonstances politiques le permettent, et pour s'y préparer par des questions utiles et cent fois répétées qui obligent le Parti Communiste à répondre.
Mais, délaissant des formules que j'ignore, qui s'imposeront le jour venu, qui devront épouser les contours du terrain, l'essentiel aujourd'hui - et depuis un an il en va ainsi - la règle fondamentale de notre action qui, elle, touche à l'analyse stratégique, chers camarades, je vous en prie, c'est de n'oublier jamais, par ces débats subalternes, que nous ne devons pas, que nous ne pouvons pas abandonner ce terrain-là au Parti Communiste, (applaudissements) Aussi peu que nous nous en retirions ou que nous en donnions honnêtement - car la malhonnêteté fuse et fleurit -l'impression au travailleur le moins informé, qui pourrait découvrir dans un manquement, raison de croire la contre-vérité, je vous le dis, quoi que vous fassiez - les meilleurs esprits peuvent s'opposer, on ne comprendrait même pas qu'ils puissent se disputer, puisque nous n'en savons rien -nous abandonnerions ce terrain-là.
Bien entendu, la suite des choses dépend de notre capacité à être nous-mêmes.

Rappelez-vous ce mot d'ordre que je lançais en ma qualité de Premier secrétaire, il y a deux ans, lorsque je vous disais : d'abord, être soi-même, encore et plus encore ! Soyons nous-mêmes, les Socialistes, dans notre diversité, avec notre projet que nous allons conclure en octobre, qui va enfin, six ans, sept ans après le programme Socialiste "Changer la Vie", nous doter d'un instrument de combat, débattu et déterminé par la base de nos militants.
Quelle admirable entreprise ! Pourquoi désespérer et se retourner de tous côtés ? Le Parti Socialiste doit être d'abord lui-même, s'il ne répond pas à cette condition il n'y aura pas d'union de la Gauche ou il y aura cette forme détestable de l'union de la Gauche qui a vu trop souvent le Parti Socialiste ou bien les Socialistes, dans l'histoire de l'occident, oublier qu'ils avaient un message pour imiter les autres.
Mais, de ce point de vue, qui dit le contraire ? Je m'aperçois soudain que je parle comme ceux que j'ai l'air de contredire... peut-être parce qu'ils parlaient comme moi. Lequel a commencé ? Ne cherchons pas à le savoir.
Vous me direz : mais alors, la synthèse, tout cela était donc possible ! Non, il n'est pas possible que la description de l'avenir passe de façon directe ou indirecte par condamnation réelle ou apparente de l'action menée par un parti unanime qui a engagé sa foi et son action à Epinay-sur-Seine sur la stratégie d'Union de la Gauche autour, d'un programme, contrat, accord, de gouvernement, c'est-à-dire la montée au pouvoir, ensemble, de toutes les forces populaires dont nous sommes les premiers représentants.
(applaudissements)
La vie associative... je ne veux pas réciter le refrain... les actions communes à la base, les interrogations, les interpellations, les... n'insistons pas, je suppose que nous sommes d'accord... c'est-à-dire que si nous ne sommes pas d'accord c'est pour d'autres raisons, c'est parce que la volonté politique, souterraine, trop souvent non exprimée, ne permettait pas cette synthèse.
Volonté politique de part et d'autre pour les raisons que j'ai dites dès le point de départ de cet exposé, oui, si nous voulons la synthèse pour rassembler, nous n'acceptons pas la synthèse pour confondre. Ce qui veut dire que nous préférons les choix difficiles mais nets à la confusion, même organisée.
Alors, la vie associative... mais, j'entendais tout à l'heure encore des explications là-dessus... Bien que j'observe que les Congrès, ça sert à quelque chose, car du premier jour au deuxième jour, du deuxième au troisième, la Commission des résolutions le soir, puis le matin, le débat cet après-midi... malgré tout, des infléchissements, pour le moins oratoires, font qu'après tout on ne sait plus très bien s'il s'agit de cette fameuse vie associative considérée comme une capacité pour l'union des forces populaires de s'exprimer par une sorte de relation dialectique établie entre le Parti Socialiste, les syndicats et les associations...
Est-ce que cela se confond avec une sorte de reproche.? (Protestations) Est-ce que cela se confond avec une sorte de reproche d'absence de militantisme des Socialistes qui sont là et qui n'auraient pas été assez actifs, assez présents dans les associations de leur quartier, de leur village, de leur circonscription ?

Peut-être ce reproche est-il mérité pour nombre d'entre nous, mais il suffit qu'on entende le Conseil... Nous essaierons de faire mieux.
Mais quelle forme organique ce reproche peut-il prendre ? Et s'il n'y en a pas, alors à quoi bon en parler, comme s'il s'agissait d'un projet nouveau qui se distinguerait de l'union de la Gauche, celle qui a traîné la patte et dont on n'aperçoit pas bien comment en reprendre aujourd'hui la ligne et le fil ? Alors, si c'était une discussion vaine, elle a pourtant alimenté le débat public extérieur au Parti pendant douze mois... Si c'était une discussion vaine et s'il était si facile da s'entendre pour dire que le Parti Socialiste doit comprendre mieux la vie associative et ce besoin moderne qu'il ne l'a fait dans le passé, être davantage militant... N'insistons pas non plus là-dessus, pas la moindre difficulté...
Mais comment se fait-il qu'au terme de ce débat tout paraisse en vérité si facile à exprimer, alors qu'en vérité cela fait un an que nous sommes en désaccord sur ces points ?
J'ai relevé dans la motion que j'ai signé avec nombre de nos camarades que la discussion entre quantitatif et qualitatif avait cessé d'elle-même, qu'elle s'était épuisée, tant mieux puisqu'elle a débarrassée les tribunes de Congrès mais pendant quelques mois quel assaut... Quel assaut insolent, et quelle accusation !
Oui, la vie associative... Tel syndicat donneur de leçons de Socialisme et particulièrement à la veille des Congrès Socialistes, comme si nous devions nous permettre, nous, de mettre en cause... (Protestations et applaudissements) S'il est des Socialistes adorateurs de tabous, s'il est des Socialistes qui se sentent assez peu Socialistes pour se faire morigéner tranquillement lorsqu'ils vont se rassembler. S'il est des Socialistes qui préfèrent entendre la voix extérieure de qui n'a pas qualité pour nous parler ainsi, qu'à Dieu ne plaise, qu'ils continuent, on ne fera pas de synthèse là-dessus... (vifs applaudissements)
Quantitatif, qualitatif... Nous avions visé trop bas, au ventre…. Parce qu'on a parlé du SMIC... C'est cela, il est des régions éthérées on le sait sur le plan de la physiologie... Nous avions visé trop bas la cible... Au niveau ou à ras du sol... Vraiment le Parti Socialiste s'était trompé de route, il avait employé un langage matérialiste… tiens ! Matérialiste... ne retrouverait-on pas là une accusation plus profonde d'un Parti Socialiste qui, en effet, connaît parmi ses origines une philosophie matérialiste dont on a cent fois dit qu'elle n'était pas celle de plus de la moitié d'entre nous, mais qui n'en est pas moins elle-même digne de respect dans la mesure où elle a conduit pendant des décennies la lutte des Socialistes.
Voilà... je passerai... parce que rigueur économique et rigueur sociale on en a assez parlé... je veux simplement dire que lorsqu'on parle de synthèse, il s'agit de savoir si vous et nous, nous en avions la volonté politique... et moi je vous dis tout carrément, n'hésitant pas à m'exposer sur le terrain où se déroulent les tirs d'artillerie... qui osera avouer sa responsabilité... oui, moi je prends la responsabilité de la synthèse, lorsqu'il s'agit en vérité de ne pas dire ce qui est et d'engager une action politique qui sous le couvert des mots ne représente pas véritablement les chances d'unité de la direction du Parti.
(applaudissements)
Autre débat : le gouvernement du Parti : l'amendement n° 5 évoqué tout à

l'heure, évoquait durement ma façon de concevoir les fonctions que vous m'avez confiées... chers camarades, chacun sans doute a son tempérament, mais si vous voulez que je vous fasse confidence, rien ne m'importe plus pour justifier ma propre vie que l'amour de la démocratie... pauvre petit mot si bafoué, pauvre type de régime si facilement bousculé par plus fort ou plus cynique que lui... et si l'on touche à cela je me sens entamé, exposé, malheureux d'avoir encouru ce reproche... Bien entendu, la démocratie, je la vis... comme on vit... bien et mal... qui fera mieux ? Qui dira mieux ?... Mais en vérité, ce problème d'autorité repris avec complaisance dans un texte insolite et injurieux, fabriqué de façon incorrecte par petits bouts de collages, je veux en faire très aisément, si vous le désirez, la démonstration...

Alors, je vous dis : le Parti existe et il a ses institutions... j'étais même stupéfait d'entendre d'importants représentants de la Direction du Parti qui y participent pour certains depuis huit ans, d'autres depuis quatre ans, énoncer des erreurs de caractère juridique aussi énormes que celles-ci - je les ai notées - sur le gouvernement du Parti, il ne faut pas que le gouvernement du Parti soit confisqué par quelques-uns uns, par une tendance, par une fraction... il faut élargir la collégialité du gouvernement du Parti... enfin... thèmes à la mode… thèmes tout faits que je rencontre dans la motion C. sans m'en étonner... dans la motion B. avec stupeur, dans la mesure où nous avons si longtemps et si bien travaillé en commun !

Mais le gouvernement collégial du Parti, chers camarades, faut-il que je vous l'apprenne, c'est le Comité directeur du Parti et son expression permanente, le Bureau exécutif national... et le Bureau exécutif national, il se réunit toutes les semaines, il est composé proportionnellement des représentants de tous les courants du Parti... j'ai l'occasion d'y retrouver nombre de ceux qui se sont exprimés ici, à cette tribune et je les y retrouverai demain... car, synthèse ou pas synthèse, le Comité directeur et le Bureau exécutif national, gouvernement collégial du Parti, ne sont en rien entamé par les décisions prises ici ou ailleurs.

Demain, si j'y suis, je me trouverai chaque semaine, et plus souvent encore, dans le gouvernement collégial du Parti, avec, s'ils y sont, Michel Rocard et Pierre Mauroy... et pourquoi pas Jean-Pierre Chevènement ? (Murmures) J'entends bien un peu, là-bas, comme ça... quelques murmures… comme si ce gouvernement collégial, c'était de la frime... mais alors, chers camarades, si vous avez à arbitrer, prenez-vous en davantage à ceux qui ont subi qu'à celui qui a fait subir. (applaudissements)... car sur le plan des capacités à défendre et organiser la démocratie, je ne ferai pas grand compliment et je vous conseillerai de changer de tête… pas simplement d'une, mais de beaucoup... car ces camarades si gentils, si soumis, si dociles... l'étaient au point qu'ils ne s'en étaient pas aperçus jusqu'ici... quand je dis jusqu'ici, j'extrapole, je veux dire jusqu'au 19 mars 1978...

(vifs applaudissements)

Et je m'interroge... quelle est, sur le plan de l'algèbre des valeurs morales, celle qu'on passera d'abord, est-ce qu'on ne se plaint pas quand le pouvoir est jugé trop fort et qu'on se plaint tout aussitôt dès qu'on l'estime faible ? Quel est le

meilleur choix ? C'est vous qui trancherez... Mais en vérité, les choses ne se sont pas passées ainsi, parce que nous parlons depuis quelque temps, les autres et moi, que de caricatures...
J'ai noté comme cela... en écoutant particulièrement Michel Rocard, parce qu'il m'intéresse par son talent et par le bon travail que nous avons fait toujours ensemble... je crois que Michel Rocard est peut-être le membre du Bureau exécutif national avec lequel je n'ai jamais vécu - et Dieu sait si c'est facile dans les couples - un nuage... bien entendu j'ai aperçu à l'horizon des cumule nimbus, mais ils venaient toujours de l'extérieur... Alors, je vous prie de croire que sur ce plan là il y en a qui sont vraiment de mauvais caractères, tandis qu'au fond, Rocard et moi, nous sommes par nature des gens aimables... Mais parlez-moi de Poperen... mais parlez-moi... enfin, j'arrête là... je veux dire les camarades que j'aime et que j'estime mais qui, en effet, lorsqu'une virgule leur déplait, ne manquent jamais à ce qu'ils estiment être leur devoir, même si ce devoir est un peu fatigant.
Il y a donc des tempéraments différents et notre collégialité s'est jusqu'ici si bien passée que je me demandais comment quelqu'un avait pu dire peu avant moi à cette tribune qu'il fallait enfin cesser ce régime qui contraignait tel ou tel à se taire.
Alors, je vous pose une devinette, chers camarades, qui ai-je fait taire ? Qui s'est-tu ? Qui n'a pas parlé ? Je me frotte les yeux... ai-je ce point inspiré la terreur à l'intérieur du 7 bis de la place du Palais Bourbon de telle sorte qu'il y régnait un ordre pratiquement clinique, d'où la nécessité de sa défouler aussitôt un peu plus loin ? Ou bien, était-ce tout autrement quelque chose de plus simple, à savoir que tout le monde parle beaucoup, souvent, qu'on y vient, qu'on y revient, moi comme les autres, et que si l'on avait un reproche à faire, la tenue de nos travaux, ce serait un reproche après tout sympathique : ça dure, mais ça dure longtemps et quand les choses ont été dites 3 fois, on n'a rien dit.
Je demande témoignage… ou non… je n'ai pas besoin, ceux qui ont vécu avec moi ces années savent bien que chacun a ses défauts, et j'ai les miens, bien entendu. Il m'arrive, en effet, d'être plus irrité qu'il ne faudrait, j'ai des humeurs, qu'on me les pardonne ; elles passeront toujours après l'amour que j'ai, et vous aussi, vous ne seriez pas Socialistes, l'amour que j'ai du dialogue.
Alors, croyez-moi, d'autres se seraient usés plus vite ! A quoi tient le fait que j'aie gardé, même à cette heure-ci, quelque résistance ? Serait-ce que j'aurais le ton particulier de ne pas toujours entendre ? C'est peut-être cela. C'est une recette de longue vie dans le domaine politique.
Aucun débat n'a été refusé. Aucun intervenant n'a été empêché de jamais s'exprimer. Alors, passons, je ne vais pas me défendre, je n'ai pas envie de me défendre, je ne le ferai pas, je préfère attaquer s'il le faut !
Je vous dirai ceci, chers camarades, si l'on a employé cet argument que l'on retrouve partout dans les motions et dans les textes diffusés à l'entrée du Congrès, c'est parce que l'on n'avait pas la volonté politique de réaliser la synthèse, et si l'on dépose à la dernière minute un texte, inadmissible sur le simple plan de nos relations fraternelles, c'est parce que l'on ne voulait pas la

synthèse !
(Applaudissements et protestations)
Eh bien, eh bien, parlons-en pour ce qu'il en reste. Et j'indiquerai, par exemple, au Congrès que, dès maintenant, la motion D, pour les deux tiers, ou à peu près, de ses mandats, se joint à la motion A, modifiée en conséquences. (Applaudissements)... Vous ne l'aviez pas prévu ?...
(Rires)
Je vous informe également que les délégués de la motion A, réunis très démocratiquement ce matin, m'ont donné mission d'indiquer au Congrès qu'ils comptaient en effet engager un dialogue avec quiconque, courant ou militant, pourrait servir à élargir la majorité du Parti, (protestations) et, comme il est bien clair, et comme il est bien clair qu'il est inutile d'insister, du moins pour le moment, pour la motion A et pour la motion B, puisque c'est C avec la motion D, puisque les motions G et F n'ont pas court, et d'ailleurs s'y refusent, il reste la motion E et je vais en parler... (Mouvements divers)... Ah, vous n'aviez pas prévu ?... (Quelques applaudissements)
Eh bien, les délégués de la motion A, réunis à plusieurs centaines, ont exprimé le souhait que ces deux motions E et A, qui se rencontrent sur des points essentiels... (protestations)... peuvent et doivent, après discussion nécessaire, après discussion nécessaire sur d'autres points essentiels, et notamment l'Europe, amorcer en effet les échanges de discussions et de dialogues, pour élargir de A à E la majorité du Parti.
(Applaudissements et protestations)
Alors, puisque nous en sommes là, mettons les points sur les "i". Les "i" et les points, ils sont en plusieurs domaines; motions comparées, notamment quelques textes sous bénéfice d'inventaire cités par Didier Motchane, documents nécessaires mais non point suffisants, en ma qualité de Premier signataire de la motion A, je leur donnerai mon accord.
(Très vifs applaudissements)
Mais, il n'est pas possible de considérer qu'un accord politique à ce niveau, puisse être souscrit, tant que, de façon claire, précise, argumentés, sur deux ou trois points qui engagent la vie du Parti, et d'abord sur le plan de la politique européenne, tant que, noir sur blanc ne seront pas précisés les éléments sur lesquels non seulement ces motions mais la ligne du Parti se verront mises en oeuvre.
Alors, à cet égard, je dis : on n'en est pas là, parce que si l'on veut rafraîchir les mémoires, la loi du Parti, hors une infinité de textes secondaires ou tout à fait récents, elle, repose sur la motion de Bagnolet, mais cette motion est si vaste et parfois même si diffuse que c'est trop commode, pour les uns et les autres, de s'abriter derrière un paragraphe pour d'y dissimuler !
Il faut donc que la motion de Bagnolet, dans son essence, dans ses définitions précises et dans ses engagements, dans ses refus aussi, soit la base de tout accord, pour l'élargissement effectif de la majorité. J'ai dit Bagnolet. J'ajoute Montpellier, car depuis lors s'est posé le problème de l'élargissement du Marché Commun, et je dois dire que j'ai été parfois étonné de remarquer la discrétion de

plusieurs des motions qui ont hésité, au fond, à reprendre à leur compte ce qu'elles considéraient comme un abandon au regard de l'engagement européen du Parti, et qui était cependant la décision unanime du Parti, rassemblé à Montpellier pour définir les conditions dans lesquelles il s'engagerait, dans la campagne du 10 juin, sur le problème de l'élargissement du Marché commun, avec les 3 garanties agricoles, industrielles et régionales, les trois garanties, je veux dire, et les trois préalables.
(Applaudissements)
Chers camarades, c'est maintenant que cela va commencer pour nous, la campagne du 10 juin. C'est bientôt qu'il va falloir - des propositions vous seront faites dans un moment par le président de séance ou tout autre - préciser et accélérer la procédure de désignation et de constitution de la liste Socialiste pour la campagne européenne. Encore faut-il aussi être sûrs de nous mêmes, de notre cohésion, d'où notre exigence, chers camarades, qui m'écoutez. Il n'est pas possible d'offrir à nos adversaires pareille cible que de pouvoir publier, à grands frais, des propositions contradictoires, sur des points capitaux.
Le Parti Socialiste est européen, et pas le contraire. Le Parti Socialiste entend partir des institutions, même s'il les critique et s'il veut les changer, et pas le contraire. Le Parti Socialiste entend travailler en compagnie des partis Socialistes et socio-démocrates ou tous les partis de gauche, je pense au Parti Communiste italien, qui épouseraient nos vues mais pas le contraire.
Le Parti Socialiste, en revanche, entend entrer dans cette Europe ou plutôt, nous y sommes, donc y persévérer après les élections au suffrage universel direct, mais pour changer cette Europe, et pas le contraire. Selon nos moyens, bien entendu en commençant par chez nous, la France, et en retrouvant la longue chaîne de l'internationalisme et le mouvement ouvrier, dans les autres pays de l'Europe des Neuf ou de l'Europe des Douze ou de l'Europe des Onze. Oui, pas le contraire. Ne pas accepter les supranationalités vaines qui ne sont plus de mise, après les vingt dernières années que nous avons vécues et qui exigent que la France garde son droit prééminent à dire oui, à dire non, par la règle de l'unanimité dont nous disposons aujourd'hui. Pas le contraire.
Pas le contraire, non plus, mais, qui le dirait ?... Le refus d'ouvrir l'Europe aux offensives des sociétés multinationales qui y sont déjà. Encore faut-il que les législations et les institutions, peu; à peu conquises par les Socialistes de l'Europe tout entière, puissent s'organiser de telle sorte que ce soit non seulement une Europe politiquement indépendante qui se profile à l'horizon de notre histoire, mais surtout une Europe économiquement indépendante, afin que toute forme d'impérialisme vienne se briser à nos frontières.
Voilà des données simples et constantes. Nous avons en commun une analyse très forte de ce que nous comprenons par la Division internationale de la production et du travail. Nous refusons que la France soit objet quand elle peut être sujet ; qu'elle cesse d'être simplement un colis de matières premières ballotté... le cuir ?... Déjà même plus de tanneries, du blé, et dans quelles conditions... La viande se vend-elle ?... On exporte nos richesses naturelles, des plaques d'acier, en reste-t-il ou en restera-t-il pour acheter des machines à haute

valeur ajoutée ?... Un non-sens, un contre-sens, le déni du progrès, et cela dû au fait que le pouvoir de décision n'est pas, c'est vrai, un pouvoir de la France. Dès lors, alliant ces contraires, nous entendons avancer hardiment pour demander aux françaises et aux Français de promouvoir le Parti Socialiste et ses candidats, tout courants mêlés, se respectant mutuellement, s'engageant la main dans la main, proposant leurs noms, leurs talents, leurs peines et leur travail en commun, respectant scrupuleusement les proportions qui nous unissent et qui ne sont pas toujours motifs de division, une liste déjà premier facteur après ce Congrès, pour montrer que la vie continue, que la vie du Parti Socialiste continue dans l'unité profonde, que personne n'a mise en cause.

Voilà, j'en ai fini.

Je voudrais simplement dire que s'il faut ajouter aux interrogations, lorsqu'on parle à Metz, en Moselle, si près des vallées où meurt aussi le textile, tandis que tant et tant de dizaines de milliers d'hommes et de femmes sont déjà soumis au chômage ou vivent dans l'angoisse - nous n'allons pas reprendre ici, à l'heure qu'il est, l'ensemble des éléments qui font que les Socialistes sont rassemblés, majorité ou minorité, peu importe, dans la lutte pour l'emploi sur la base de nos propositions, dans la lutte pour la relance du moteur de la production, et donc de la consommation populaire, selon des méthodes sélectives qui doivent nous permettre, mais nous en sommes d'accord, d'éviter une nouvelle poussée inflationniste, sur l'imminente nécessité de hâter les facteurs de décentralisation et de restituer à la croissance ses chances, surtout si on sait qu'au-dessous de 5% pour le moins, nul espoir n'est offert à quelque travailleur que ce soit de voir le chômage cesser de croire, je ne dis pas simplement de cesser sa progression, car en vérité le chômage est à inscrire jusqu'à 1.500.000 (nous y sommes),..... 600.000, 800.000... 2 millions..., si la politique Giscard-Barre continue d'être mise en oeuvre, si dans les mois qui viennent le mouvement populaire affirmé lors des dernières élections locales, cantonales (ne les dédaignons pas) n'est pas la reprise d'un courant, l'amorce d'un renouveau, des fraternités reconquises, et aussi peut-être des déceptions et des querelles inutiles, d'un Parti Socialiste fidèle, présent, engagé, loyal... combien d'erreurs ou de manquements ?... Si peu ! Encore y veillerons-nous... s'il faut donc ajouter aux interrogations, et si l'on s'interroge, ce sera sur quoi ? Sur ces problèmes qui, dépassant ces nécessités premières, nous ferons dire, et cela figure dans le texte de la motion A : oui, …quelle lutte pour les droits de la femme ? Quelle politique de la recherche et de la science ? Quelle politique de l'énergie ? Quelle politique démographique ? Quelle politique de qualité de vie ? Quelle politique culturelle ?..... Ces points étant fixés comme les priorités, sans oublier, bien entendu, ce que personnellement j'attends de notre parti qu'il ose aborder avec courage : les problèmes de la santé publique, et qu'il ose aborder avec le même courage - il a tendance à l'oublier - : les problèmes d'Outre-Mer.

Voilà, Chers camarades. Je saluerai au fond, pour leur dire au revoir, et que l'on vote, les délégués étrangers qui sont venus ici, non seulement nous voir, mais nous entendre, beaucoup. Je remercierai les délégués Socialistes qui, en dépit de passions justifiées, ont su, dans le moment utile, à la fois crier,"oui',' crier

"non", protester, acclamer, mais rester, comme nous le sommes ici dans cette salle, et comme nous resterons dans d'autres salles, dans d'autres lieux, nous, les Socialistes en reconquête du Socialisme.
Et nous requerront bientôt d'autres tâches urgentes, si urgentes qu'elles sont éternelles : la lutte pour le droit, la lutte pour la justice... Je sais bien que les révolutions sont comme des mouvements inconscients de l'histoire parvenant lentement au stade de la conscience d'elle-même, et cependant le devoir des Socialistes qui approuvent à l'origine, et sans désemparer, jusqu'au terme, la chute des tyrans, est de prendre garde à ne pas confondre les motifs de libération dès lors que s'annoncent, au moment même où on crie "liberté", les autres tyrannies.
Et ces tyrannies, elles sont, je le disais, il y a une demi-heure, elles sont en nous, elles sont en eux. Partout, en vérité, la liberté est menacée, là où vivent des hommes privés d'institutions, soumis à des rapports de production ou emportés par ces fleuves, épais et obscurs dont parlait déjà l'antiquité, des passions sectaires, religieuses ou spirituelles, sans doute, mais font un jour d'étranges sauts en arrière par l'intolérance... elles se nient, elles ne le savent pas.
Mais arrive aussi le moment où il faut tourner la tête et refuser l'acquiescement à la recherche de l'esprit, si l'esprit n'est plus à son tour qu'un bourreau en puissance.
(applaudissements)
Ultime priorité avec l'Europe : le nucléaire ; avec le nucléaire : le désarmement.
Je reprendrai ce vieux refrain qui est le mien, Chers camarades : s'accumulent les menaces de guerre, en si peu de temps, sur le continent asiatique, les menaces renouvelées d'oppression sur des terres déjà désertées par la justice, l'amour de la liberté... Je salue ici, dans ces rangs, l'un de nos amis, dont vous ne connaissez pas le nom, et moi je ne suis pas sûr de connaître son nom, parce qu'il est clandestin, et qui sait, non seulement dans sa chair, mais par la mort des siens, ce qu'est l'amour de la liberté pour les autres.
Alors, considérons que le combat des Socialistes il est commandé d'abord par ce refus tout simple, Socialiste sans doute, mais bien avant le Socialisme et bien après, il justifiera l'engagement des hommes. Dites-vous bien qu'il y a menace pour la paix, qu'il y a menace pour les libertés - tout se tient - et que tant que l'on n'aura pas, nous Socialistes, ou d'autres, été mis en mesure d'intervenir et de proposer les plans qui seraient... écoutez : doter d'institutions internationales, arbitrage, sécurité collective, désarmement, cela était le cri des premiers Socialistes il y a trois quarts de siècle. Si nous laissons, à travers la terre, nous les responsables du monde, proliférer l'arme nucléaire, le monde sautera, (applaudissements)
Alors, il faut se retourner du côté du gouvernement de la France, C'est au nom de la pauvreté de ses propositions ; comment, porteur de France, il n'a donc que cela à dire ?
Eh bien, majorité large, étroite, absolue, relative, ouverte, en tous cas, je vous le dis, ouverte, oui... si vous voulez bien en débattre lorsqu'on aura passé le cap des jours difficiles et que chacun aura pu éprouver la sincérité, la loyauté de

l'autre, alors, ces Socialistes auront chantier si vaste qu'ils oublieront le reste.
(Bans d'applaudissements prolongés)

Le président (Vote sur les motions)

Camarades, nous allons maintenant passer au vote sur les motions, vote par mandats, bien entendu.
Avant, si vous permettez, je voudrais vous indiquer que la Commission des résolutions vous propose de renvoyer à une Convention, ayant le pouvoir de Congrès, la révision statutaire engagée devant nous et que nous ne pouvons pas traiter aujourd'hui.
La Commission des résolutions vous demande également de donner mandat au Comité directeur pour que soit accélérée la procédure de désignation des candidats aux élections européennes, suivant les modalités fixées par notre règlement intérieur.
En ce qui concerne la convention sur la jeunesse, Edith Cresson me rappelle qu'il s'agit de la Convention statutaire qui se tiendra sans doute au mois d'octobre et qui traitera des problèmes de la jeunesse et du Socialisme.
Nous allons maintenant procéder au vote.
Je rappelle que vous devez voter en rappelant le nom du rapporteur, c'est-à-dire :
Bérégovoy pour la motion A
Labarrère ou Percheron pour la motion B
Rocard pour la motion C
Motchane pour la motion E
La parole est à Pierre Chevènement.

Jean-Pierre Chevènement

Chers camarades, je voudrais préciser à l'attention des camarades de la motion E qu'il n'y a pas, dans l'état actuel des choses, de synthèse entre la motion A et la motion E. Il y a une base d'accord politique à laquelle François Mitterrand vient de donner son aval, mais il n'y a pas pour le moment de synthèse, et par conséquent, je le précise pour la suite, il est important que les mandats soient port s sur la motion E !
J'espère que vous m'avez bien compris.
(Il est procédé au vote par appel des délégations)

Le président - Camarades, vous aurez bientôt le résultat du vote. Ensuite nous aurons un court débat, puis le vote et la clôture.
Le Courant 2 se réunira salle 1 dès la clôture des travaux du Congrès.
En attendant le résultat du vote, et pour gagner un peu de temps, je donne la parole à Jean-Pierre Cot.

Fondation Jean-Jaurès

Jean-Pierre Cot

Camarades, il nous reste à régler le problème de l'application de l'Article 5 de nos Statuts. C'est un problème important puisque l'Article 5 est, vous le savez, l'article qui institue la représentation proportionnelle.

Je vous rappelle l'économie générale du texte. L'article 5 prévoit donc la représentation proportionnelle de principe.

L'alinéa 1 prévoit qu'au niveau national, donc pour le Comité directeur, la Commission des Conflits, etc. Cette proportionnelle est calculé à partir de motions issues de la Commission des résolutions.

Dans son alinéa 3, l'article 5 prévoit qu'au niveau local et fédéral, la proportionnelle est calculée au vu des résultats des votes indicatifs.

Enfin l'alinéa C, et il s'agit de l'interprétation de cet alinéa, déclare : une -minorité ne peut obtenir de représentation au vote indicatif ou au vote de synthèse qu'à partir du seuil de 5% du nombre total des mandats.

Le problème est celui de l'interprétation de cet alinéa. Cette interprétation nous a toujours paru très claire, la motion C, dans la mesure où il s'agit simplement de lire le texte et de l'appliquer. Le texte prévoit qu'une minorité obtient une représentation, sitôt qu'elle obtient le seuil de 5% soit au vote indicatif local, soit au vote de synthèse national. En d'autres termes, toutes les motions qui ont obtenu 5% sur le plan national doivent être représentées à tous les échelons. En revanche, pour les motions qui n'ont pas obtenu 5%, elles doivent être représentées aux échelons où lors du vote indicatif, elles ont obtenu 5% dans telle section ou dans telle fédération.

Il ne semble pas qu'il y ait de doute possible sur la lecture même du texte.

S'y ajoutent les précédents. La pratique en effet de notre Parti a été constamment, et à chaque fois qu'il y a eu des problèmes de ce type, d'admettre la représentation des motions qui n'obtenaient pas 5% sur le plan national et au vote de synthèse.

Cela a été le cas, en particulier, de la motion Fusier et de sa représentation dans un certain nombre de fédérations.

Enfin j'ajouterai que c'est l'argument déterminant pour nous, pour une application simple de cette disposition, argument déterminant : s'il y avait une difficulté d'interprétation, le devoir de notre Parti serait de choisir l'interprétation démocratique, l'interprétation ouverte à la représentation des minorités, et de ne pas se laisser entraîner sur la -pente d'une interprétation restrictive de la liberté, restrictive du droit de représentation.

C'est la raison pour laquelle nous disons, au nom de la motion C, qu'il faut appliquer la clause des 5%.

Cette position que nous défendons, nous l'avons défendue en Bureau exécutif et en Comité directeur, et nous y avons rencontré certaines objections développées par Jean Pierre Chevènement, au nom du CERES. Jean-Pierre Chevènement, se parant de la toge du Moïse législateur de la Table des Prophètes, c'est-à-dire du Congrès d'Epinay, affirme que l'interprétation de l'alinéa C va en sens inverse. Il estime que ne doivent pas être représentées, à aucun niveau, les motions qui n'ont pas obtenu 5% au niveau national.

Fondation Jean Jaurès

Il ajoute à son argumentation qu'il s'agit d'une question de conception du Parti, la clause de l'alinéa C de l'article 5 ayant été introduite pour empêcher les féodalités locales de se constituer.
Vous me permettrez à ce propos de faire quelques rapides observations, d'abord pour noter que ce n'est pas à Epinay mais Suresnes que l'article 5, en son état actuel, a été rédigée. Ensuite pour remarquer qu'il n'y a pas de danger d'abus au niveau politique au vote minoritaire au niveau d'un certain nombre de petites fédérations, puisque justement la clause des 5% ne les empêche pas d'être représentées.
Enfin je ne peux m'empêcher de constater que l'interprétation donnée par Chevènement de l'Article 5 correspond en quelque sorte à un étouffoir qui empêche l'émergence d'aspirations nouvelles dans notre Parti, et cristallise en quelque sorte les vieilles tendances.
(Applaudissements)
Enfin, et j'en terminerai là dessus, le Bureau exécutif et le Comité directeur ont adopté une demi-mesure en se ralliant à l'interprétation de Jean-Pierre Chevènement qui, je l'ai dit, n'est pas une bonne interprétation, et en ajoutant une soupape de sécurité qui est une formule qui ne saurait satisfaire personne, c'est la formule suivant laquelle il y aurait des exceptions, négociées cas par cas, et l'on voit bien ce que cela peut vouloir dire dans un Congrès national.
Ce n'est pas ainsi qu'il faut régler ce type de problème. Aussi demandons-nous qu'une règle claire soit appliquée.
Pour notre part, nous aurions préféré appliquer cette règle des 5%. Il semble qu'il puisse se dessiner une majorité sur une base différente que va vous expliquer Jean-Claude Colliard, et qui fixerait la barre à 10%, toute motion ayant obtenu entre 5 et 10% au niveau fédéral pouvant être autorisé par la Commission exécutive fédérale statuant à la majorité, à être néanmoins représentée au niveau local ou fédéral.
Si tel était le cas, et si la proposition est ainsi confirmée par Jean-Claude Colliard, et dans un souci de régler définitivement cette affaire par l'application d'une règle générale, nous nous rallierions à une telle formule; mais je dois dire à regret que les 5% nous paraissent être la clarté et la justice.
(applaudissements)

Claude Estier remplace Gaston Defferre au fauteuil de la présidence.

Le président - Je donne la parole à Jean-Claude Colliard.

Jean-Claude Colliard

Chers camarades, certains se plaignent de parler devant une salle à moitié vide, moi, j'en suis plutôt heureux : cela prouve que ce problème délicat des 5%, dont on pouvait penser que ce serait un des grands débats du Congrès, finalement a cédé le pas devant des préoccupations politiques plus importantes.
Jean-Pierre Cot vient de le dire, il y a un problème délicat d'application des

Statuts, car il y a de ce point de vue une règle qui n'est pas claire et qui, semble-t-il, a reçu deux lectures. Jean-Pierre Cot disait à l'instant qu'il y avait une lecture qui lui paraissait irréfutable... J'en suis moins sûr que lui, malheureusement, car le texte permet deux interprétations au moins.
En effet, l'interprétation qui vient d'être présentée propose 5% partout. C'est évidemment quelque chose d'assez sympathique, cela rencontre le désir que nous avons tous de ne pas opprimer les minorités, surtout lorsqu'elles sont nombreuses, et de les rassembler dans nos organes de direction. Mais il faut bien voir - et c'est là que le raisonnement de Jean-Pierre Cot pêche quelque peu - que ce faisant nous ouvrons le champ à un risque très grand qui est celui que l'on a appelé, ces derniers jours, de la balkanisation du Parti, autrement dit que n'importe qui puisse - et quand c'est un courant national qui propose une motion nationale, c'est respectable - que n'importe qui puisse au niveau d'une section ou d'une fédération, d'une section d'une certaine importance ou d'une fédération même moyenne, faire des voix sur une motion locale, et puis venir au Congrès vendre ses voix.
C'est un risque qu'il ne faut pas négliger. N'oublions pas qu'il n'existait pas auparavant, dans les statuts à l'origine, dans les statuts d'Epinay, mais qu'il existe depuis que la représentation est faite, en définitive, sur le vote de synthèse ; c'est une réforme des statuts que nous avons votée ensemble à Suresnes.
Autrement dit, il faut se prémunir contre ce risque, et c'est pour cela qu'il ne nous paraît pas possible d'appliquer, comme cela a été dit, cette règle des 5% qui aboutit à des situations que nous risquons de ne plus pouvoir supporter les fois prochaines.
L'autre position consiste à expliquer que 5% au niveau national, un point, c'est tout ou qu'alors il faut fixer à ce moment-là une barre très haute.
Je crois que là, on aboutit en réalité à éliminer totalement des minorités, là même où elles ont une certaine importance, et qui peut nier qu'un courant qui obtient 15, 20% dans un Département, a une importance politique réelle ?
La motion A - et elle m'en a chargé - a essayé de dégager sur ce point une position qui puisse rassembler les camarades, une position de synthèse entre les différentes propositions et il semble effectivement que l'on puisse arriver à un accord, après une série de contacts bilatéraux, comme l'on dit, depuis hier.
Cette position s'inspire des deux positions d'origine et elle s'inspire surtout de quelque chose qu'il ne faut pas oublier dans notre débat : de nombreux, de multiples vœux qui sont remontés des fédérations, exprimant la solution qu'elles souhaitent voir apporter. Malheureusement, ces vœux sont souvent un peu contradictoires ; telle solution, qui paraît bonne ici, est rejetée par telle autre... Il faut donc essayer de trouver une solution harmonieuse.
Pour cela, il nous a paru que le plus sage était finalement de faire confiance à nos fédérations ; dans beaucoup de cas, après tout, est-ce au Congrès de décider ou n'est-ce pas plutôt aux camarades, en fédération, de décider quelle est la solution qui leur paraît le mieux correspondre à la géographie et à la politique de leur département ?
C'est donc un élément de la proposition.

Collection Jean Daniel

L'autre nous paraît être qu'à partir du moment où une motion obtient 10% dans un Département, elle témoigne évidemment de l'existence au niveau départemental d'une force politique réelle et qu'il faut en tenir compte.
Compte tenu de tous ces éléments, nous proposons donc la solution suivante au Congrès, qui semble susceptible de recueillir l'unanimité, les camarades du CERES ayant fait savoir qu'ils étaient prêts à l'accepter, même si ce n'était pas celle qui avait leur préférence au départ, et je serais, pour ma part, heureux que sur un problème qui paraissait délicat et épineux cette unanimité se fasse.
La solution serait la suivante : tout courant qui atteint sur le plan national 5% est représenté au niveau de la fédération et de la section, quand bien même il n'a pas atteint, a ces niveaux locaux, les 5%.
Je crois que ceci ne souffre pas de difficultés.
Deuxième partie de la proposition : la représentation au niveau local et au niveau fédéral d'un courant qui n'atteindrait pas 5% au plan national - et donc n'est pas représenté au Comité directeur - est assurée dans les conditions suivantes... Je vous demande un peu d'attention, il y a trois propositions qui se complètent.
Première proposition : partout où ce courant atteint 10%, il est représenté au niveau où il les atteint, c'est-à-dire au niveau fédéral ou au niveau de la section.
Deuxième partie de la proposition : partout où il n'atteint pas 5% il n'est pas représenté. Il faut là, je crois, nous prémunir contre un certain risque d'éparpillement.
Troisième partie de la proposition : entre 5 et 10%, aux niveaux local et fédéral, les Commissions Exécutives fédérales décideront d'assurer ou non, mais c'est leur responsabilité, la représentation d'une motion qui se situe sur le plan local ou fédéral, entre ces bornes, donc, de 5 et 10%.
Autrement dit, là, c'est la responsabilité des fédérations, et nous croyons que c'est souhaitable, à un moment où l'on essaie de régionaliser, de diversifier géographiquement la représentation du Parti.
Voilà donc cette proposition. Je la crois susceptible d'obtenir un large accord. Je le souhaite et je serais heureux que nous n'ayons pas sur ce point un débat qui pourrait être interminable.

Le président - Camarades, vous avez entendu la proposition que vous a faite Jean-Claude Colliard. Il semble qu'après discussion, elle ait recueilli l'accord unanime des représentants des différents courants. Si vous voulez bien, je vais la soumettre aux votes du Congrès.
Est-il nécessaire de la rappeler ?...
Pour qu'il n'y ait pas de confusion, je vais le faire. II est évident que toute motion ayant obtenu 5% ou plus, au niveau national, est représenté à tous les échelons, fédéral et local. Pour la représentation d'un courant qui n'aurait pas obtenu 5%, il sera représenté aux instances fédérales ou locales dans les conditions suivantes :
Partout où il a obtenu 10% ou plus, il est représenté. Partout où il n'a pas obtenu 5%, il n'est pas représenté et, entre 5 et 10%, ce sont les Commissions

Collection Jean Jaurès

Exécutives fédérales qui décideront d'assurer ou non la représentation de la motion A à la C.E. fédérale ou à la C.E. de section.
Voilà la proposition sur laquelle je vous demande de voter, mandats rouges à la main.
Qui est pour ?
……
Qui est contre ?... 2. Qui s'abstient ?... 8. Refus de vote ?... Il n'y en a pas.
Alors, la proposition qu'avait rapportée Jean-Claude Colliard et que je viens de vous rappeler a été adoptée.

Le président - Je vais vous donner le résultat définitif des votes sur les motions !
II y avait 7.040 mandats.
Ont obtenu :
La motion A : 3.192
La motion B : 1.142
La motion C : 1.444
La motion E : 1.018
La motion F : 214
La motion G : 22
8 abstentions.
Ce qui, abstraction faite des motions F et G, donne en pourcentage, pour le Comité directeur :
motion A : 46,97%
motion B : 16,80
motion C : 21,25
motion E : 14,98
Ce qui devrait donner, sous réserve de confirmation : 62 membres du Comité directeur pour la motion A
22 pour la motion B
28 pour la motion C
19 pour la motion E
II doit y avoir une erreur, mais écoutez, je vous donne ces résultats sous réserve d'une vérification des calculs, car il peut y avoir une erreur d'une unité sur le calcul à la plus forte moyenne. Chers camarades, je crois que nous avons terminé nos travaux. Ce n'est pas l'heure de faire un discours, je voudrais simplement, si vous permettez, remercier une fois encore nos camarades de la fédération de la Moselle pour le travail extraordinaire qu'ils ont fait pour organiser ce Congrès qui, malgré un certain nombre de mouvements de séance, a été d'une haute tenue.
Je voudrais aussi, parce qu'il y a eu quelques remous au cours de la journée notamment, remercier l'ensemble de nos camarades du Service d'Ordre qui ont fait un travail remarquable pour essayer que ce Congrès se déroule dans les meilleures conditions. En votre nom de les remercie tous et je vous donne rendez-vous au prochain Congrès.
Jean-Pierre Chevènement a une communication à vous faire.

Fondation Jean-Jaurès

Jean-Pierre Chevènement

Chers camarades, le Congrès se termine.

Nous nous étions fixé deux objectifs : celui d'une clarification politique et la création d'une nouvelle dynamique politique.

Nous considérons qu'à la suite de la déclaration de François Mitterrand prenant en compte la proposition d'accord politique qu'avait formulée Didier Motchane, touchant à la fois aux conditions d'une nouvelle politique économique, à l'Union de la Gauche, à l'analyse que nous en faisons, au rôle que nous lui donnons, concernant les caractéristiques de l'accord de gouvernement auquel nous entendons parvenir avec le Parti Communiste, base politique qui rappelait la priorité donnée au Secteur Entreprise, et le fait qu'y serait consacré le quart du budget de fonctionnement, la priorité donnée aux militants d'origine ouvrière pour le recrutement des permanents ou les stages de formation, l'axe de lutte constitué par le thème de travailler et décider au pays, nous considérons que cette prise en compte est positive. Elle permet de renforcer les analyses communes que les débats au cours du Congrès avaient fait apparaître entre la motion A et la motion E.

Je dirai qu'il reste maintenant à créer une nouvelle dynamique politique. Un processus politique est engagé. Il a pour but un accord profond, le seul qui soit intéressant et sérieux, un accord profond destiné à permettre que soit dirigé efficacement le Parti dans les deux années qui viennent pour faire rebondir l'union et pour changer la vie en France.

Coll. Fondation Jean Jaurès